



Canadian Security
Intelligence Service

Service canadien du
renseignement de sécurité

Attitudes à l'égard du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS)

Rapport final

Préparé à l'intention du Service canadien du renseignement de sécurité

Nom de la firme de recherche : LES ASSOCIÉS DE RECHERCHE EKOS INC.

Numéro de contrat : CW2433167

Valeur du contrat : 79 695,49 \$

Date d'attribution des services : 16 décembre 2025

Date de livraison des services : 31 mars 2026

Numéro d'enregistrement : ROP 074-25

Pour obtenir de plus amples renseignements sur ce rapport, veuillez communiquer avec le Service canadien du renseignement de sécurité à media-medias@smtp.gc.ca.

This report is also available in English.

Canada 

Attitudes à l'égard du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS)

Rapport final

Préparé pour le Service canadien du renseignement de sécurité

Nom du fournisseur : **LES ASSOCIÉS DE RECHERCHE EKOS INC.**

Date : Mars 2026

Cette recherche sur l'opinion publique présente les résultats d'un sondage hybride (téléphonique et en ligne) effectué auprès de 2 051 Canadiens entre le 7 et le 27 janvier 2026.

This publication is also available in English under the title: *Attitudes to the Canadian Security Intelligence Service (CSIS)*.

La présente publication peut être reproduite à des fins non commerciales. Pour toute autre utilisation, veuillez obtenir au préalable une permission écrite du Service canadien du renseignement de sécurité. Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, veuillez communiquer avec le Service canadien du renseignement de sécurité à media-medias@smtp.gc.ca ou à l'adresse suivante :

Direction de la Collaboration
Service canadien du renseignement de sécurité
C. P. 9732
Succursale T
Ottawa (Ontario)
K1G 4G4

Numéro de catalogue : PS74-8/2026F-PDF

Numéro international normalisé du livre (ISBN) : 978-0-660-99218-1

Publications connexes (numéro d'enregistrement : ROP 074-25)

Numéro de catalogue : PS74-8/2026E-PDF (rapport en anglais)

Numéro international normalisé du livre (ISBN) : 978-0-660-99217-4

TABLES DES MATIÈRES

Liste des tableaux	4
Liste des graphiques	4
Sommaire	5
A. Contexte et objectifs	5
B. Méthodologie	6
C. Note aux lecteurs	7
D. Principales constatations	8
E. Valeur du contrat	12
F. Certification de neutralité politique	13
Résultats détaillés	14
A. Caractéristiques de l'échantillon	14
B. Attitudes à l'égard de la sécurité et de la protection de la vie privée	16
C. Connaissance du SCRS	20
D. Attitudes à l'égard du SCRS	26
E. Contexte de menace	33
Annexes	44
A. Questionnaire	44

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 :	Taux de réponse
Tableau 2 :	Tableau démographique (en ligne et au téléphone)
Tableau 3 :	Suivi du danger perçu au Canada
Tableau 4 :	Suivi des points de vue sur les services de renseignements canadiens
Tableau 5 :	Suivi de la connaissance du SCRS
Tableau 6 :	Suivi du niveau de familiarité avec le SCRS
Tableau 7 :	Sujets associés au SCRS
Tableau 8 :	Canaux préférés pour les informations relatives à la sécurité
Tableau 9 :	Suivi de l'importance perçue du SCRS
Tableau 10 :	Suivi de la confiance dans le SCRS
Tableau 11 :	Suivi de la confiance dans le SCRS pour protéger les droits et libertés des Canadiens
Tableau 12 :	Suivi de la prévention des actes d'extrémisme violent par le SCRS
Tableau 13 :	Suivi de la principale préoccupation en matière de terrorisme
Tableau 14 :	Suivi de la principale préoccupation en matière d'espionnage
Tableau 15 :	Suivi des types de menace à la sécurité nationale
Tableau 16 :	Pays représentant la plus grande menace aux intérêts canadiens
Tableau 17 :	Suivi des pays représentant la plus grande menace aux intérêts canadiens

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 :	Suivi du danger perçu au Canada
Graphique 2 :	Points de vue sur les services de renseignements canadiens
Graphique 3 :	Connaissance du SCRS
Graphique 4 :	Niveau de familiarité avec le SCRS
Graphique 5 :	Importance perçue du SCRS
Graphique 6 :	Confiance dans le SCRS
Graphique 7 :	Confiance dans le SCRS pour protéger les droits et libertés des Canadiens
Graphique 8 :	Prévention d'actes d'extrémisme violent par le SCRS
Graphique 9 :	Principale préoccupation en matière de terrorisme
Graphique 10 :	Principale préoccupation en matière d'espionnage
Graphique 11 :	Préoccupations concernant l'ingérence étrangère
Graphique 12 :	Types de menace à la sécurité nationale
Graphique 13 :	Pays représentant une menace aux intérêts canadiens

SOMMAIRE

A. CONTEXTE ET OBJECTIFS

Le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) est le service national du renseignement de sécurité du Canada. Son mandat et ses pouvoirs sont établis dans la *Loi sur le SCRS*. Le SCRS fait des enquêtes sur des menaces qui sont soupçonnées, sur des motifs raisonnables, de constituer une menace à la sécurité du Canada. Le SCRS a le pouvoir de prendre des mesures afin de réduire ces menaces s'il existe des motifs raisonnables de croire qu'elles représentent une menace à la sécurité nationale. Finalement, il fournit au gouvernement du Canada des produits de renseignement qui contribuent à informer les décideurs sur l'état de sécurité du Canada.

L'un des objectifs organisationnels du SCRS est de renforcer la confiance de ses intervenants en obtenant des résultats utiles, en garantissant de façon continue l'application de la loi et en assurant la protection de la vie privée.

À ce titre, le principal objectif de la présente étude de recherche consiste à mesurer les points de vue du public sur le SCRS (y compris le niveau de confiance envers l'organisation) en les comparant aux mesures de référence obtenues en 2018 et aux résultats des sondages de 2021 et 2025 afin de mettre au point des stratégies de communication et de contribuer à l'évaluation de leur succès.

Plus précisément, cette enquête vise à :

- Mesurer des points de vue à l'égard du SCRS afin de déterminer le succès de futures initiatives de communication.
- Mieux comprendre les connaissances et les attitudes du public à l'égard du SCRS dans le façonnement de stratégies de communication.
- Mesurer les attitudes du public à l'égard de diverses menaces à la sécurité nationale, y compris l'évolution de leurs opinions au cours des dernières années.

B. MÉTHODOLOGIE

La méthodologie utilisée dans le cadre de cette étude se fondait sur un sondage probabiliste mené en ligne et au téléphone auprès de Canadiens et Canadiennes. Pour augmenter la proportion de jeunes Canadiens (c.-à-d. de 18 à 34 ans) de l'échantillon, EKOS a intégré des utilisateurs de téléphones cellulaires dans le volet téléphonique du sondage.

En tout, 2 051 adultes canadiens âgés de 18 ans ou plus ont répondu au sondage (1 047 répondants en ligne, 438 répondants utilisant une ligne terrestre et 566 utilisateurs de téléphones cellulaires). La marge d'erreur associée à l'échantillon total est de +/-2,2 points de pourcentage, 19 fois sur 20. Toutes les données ont été statistiquement pondérées par âge, genre et région pour veiller à ce que la composition de l'échantillon reflète la population actuelle du Canada selon les données du recensement. Les données du sondage ont été recueillies du 7 au 27 janvier 2026.

Panel Probit (échantillon en ligne)

Nous avons eu recours à *Probit*, notre panel probabiliste en ligne, pour le volet en ligne du sondage. *Probit* est un panel de recherche en ligne qu'a mis sur pied EKOS pour collecter des données statistiquement représentatives. Le panel couvre la totalité de la population canadienne (c.-à-d. Internet, téléphone, cellulaire), fait du recrutement aléatoire (autrement dit, les participants sont recrutés de façon aléatoire et ne choisissent pas eux-mêmes de faire partie de notre panel) et offre de l'échantillonnage à probabilités égales. Tous les répondants du panel sont recrutés au téléphone à l'aide d'un système d'appel aléatoire et sont confirmés par des enquêteurs en direct.

La distribution du processus de recrutement du panel reflète la population réelle du Canada (comme définie par Statistique Canada). À ce titre, notre panel peut être considéré comme représentatif du grand public (les résultats des sondages de notre panel en ligne tiennent compte des intervalles de confiance et d'estimations de la marge d'erreur, une caractéristique unique au Canada). La taille globale du panel est d'environ 135 000 ménages canadiens. Pour les attributions de recherche personnelle, des échantillons aléatoires stratifiés sont prélevés de la base de données du panel.

Le taux de réponse du volet en ligne est de 29,2 %. Le taux de réponse en ligne est calculé comme suit : en tout, 3 826 invitations par courriel ont été envoyées; 241 nous sont revenues, pour un total de 3 585 courriels valides. En tout, 1 047 sondages ont été achevés; si l'on divise 1 047 par 3 585, on obtient un taux de réponse de 29,2 %.

Sondage téléphonique

Nous avons mené 1 004 entretiens téléphoniques dans le cadre de cette étude. Le taux de réponse au volet téléphonique du sondage est de 11,2 %. Le taux de réponse se calcule en divisant les personnes admissibles à l'intérieur du champ qui répondent (1 125) par la totalité de l'échantillon (valide) (10 078) - voir le tableau ci-dessous.

Tableau 1 : Taux de réponse

Description	Résultats
Nombre total de tentatives d'appel	11 338
Invalides	1 260
Total valide (V)	10 078
Non résolus (U)	7 800
Pas de réponse/Rappels	7 800
À l'intérieur du champ - Pas de réponse (IS)	1 153
Refus du ménage	0
Refus du répondant	1 066
Répondant admissible a raccroché	87
À l'intérieur du champ - Réponse (R)	1 125
Quota atteint	82
Autre inadmissibilité	39
Entretiens achevés	1 004
Total (NR + IC + R)	--
TAUX DE RÉPONSE (R divisé par V)	11,2 %-

C. NOTE AUX LECTEURS

Le sondage actuel a été mené par le truchement d'une méthodologie hybride (en ligne et au téléphone). Il est à noter que les résultats des sondages en ligne diffèrent souvent de ceux des sondages téléphoniques. Cela s'explique par l'effet de la méthode (biais de désirabilité sociale) qui se manifeste dans tous les sondages menés en ligne ou au téléphone. Le biais de désirabilité sociale se produit lorsque des personnes fournissent des réponses différentes en la présence d'un enquêteur. Puisque le sondage de 2025 a été mené au téléphone et en ligne (hybride), mais que les éditions précédentes (2018 et 2021) ont été menées uniquement au téléphone, des comparaisons sont faites avec les résultats en ligne et au téléphone pour le sondage de 2025, mais seul l'échantillon téléphonique de 2026 est comparé avec les résultats de 2018 et 2021.

D. PRINCIPALES CONSTATATIONS

Les principales constatations de cette étude sont exposées ci-dessous. Le reste du rapport décrit plus en détail les résultats du sondage. Veuillez noter qu'il y a eu des changements assez importants dans certains résultats entre 2021 et 2025, les résultats de 2025 à 2026 étant essentiellement les mêmes. Alors que le paysage géopolitique continue d'évoluer à un rythme rapide, le SCRS a choisi de mener des recherches sur l'opinion publique plus régulièrement.

Attitudes à l'égard de la sécurité et de la protection de la vie privée

Les attitudes à l'égard de l'évolution de la sécurité au Canada au cours des cinq dernières années ont été évaluées. La moitié des répondants (52 %) estime que le Canada est plus dangereux qu'il y a cinq ans, tandis que 41 % sont d'avis que la situation n'a pas changé. Seuls 5 % croient que le pays est plus sûr. À la lumière des perturbations politiques des États-Unis et des conflits en cours à Gaza et en Ukraine, les résultats du suivi indiquent que les Canadiens sont maintenant plus susceptibles de penser que le Canada est plus dangereux qu'en 2018 et 2021. Le volet en ligne fait état d'une légère diminution du danger perçu en 2026 par rapport à 2025.

Les résultats révèlent que le public a une confiance modérée dans les services de renseignement, mais aussi que le public a des craintes en ce qui concerne la quantité de renseignements de nature privée que détiennent ces organisations. Plus de la moitié d'entre eux sont d'accord pour dire que l'on peut se fier au gouvernement fédéral pour trouver le juste équilibre entre la protection de la sécurité nationale et le respect des libertés civiles (54 %), bien que 32 % ne soient pas d'accord. Une proportion semblable (53 %) est d'accord pour dire que les services de renseignements canadiens agissent dans un cadre légal lorsqu'ils recueillent de l'information sur les Canadiens (18 % sont en désaccord). En outre, plus de quatre personnes sur dix (44 %) conviennent que les services de renseignement canadiens devraient avoir plus de pouvoirs pour assurer la sûreté et la prospérité du Canada, tandis que 28 % ne sont pas d'accord. Cependant, les Canadiens sont partagés quant à l'importance qu'ils accordent aux informations que recueillent les services de renseignement du gouvernement sur eux avec 38 % qui se disent préoccupés et 39 % qui ne le sont pas.

Niveau de familiarité avec le SCRS

Un peu plus de la moitié (53 %) des répondants indiquent correctement et sans aide que le SCRS est l'organisme gouvernemental responsable de faire enquête sur les menaces à la sécurité du Canada, comme le sabotage, le terrorisme et l'extrémisme violent, l'ingérence étrangère et la

subversion. Il s'agit d'une hausse minime par rapport aux 50 % obtenus en 2025. Plus d'un répondant sur trois (35 %) n'est pas en mesure de nommer un organisme gouvernemental ayant ces responsabilités, tandis qu'une faible minorité mentionne la GRC (5 %), le ministère de la Défense nationale ou les Forces armées (1 %), ou d'autres organismes (6 %). Le suivi (résultats du volet téléphonique) suggère une connaissance accrue du SCRS (de 30 % en 2018 à 45 % en 2026).

Après une brève description du SCRS, la plupart des Canadiens disent connaître l'organisme. Près de trois personnes sur quatre (72 %, comparativement à 74 % en 2025) disent avoir entendu parler du SCRS, tandis que 9 % de plus croient « peut-être » avoir entendu quelque chose. Moins d'une personne sur cinq (17 %) ne se rappelle pas avoir vu ou entendu quoi que ce soit sur l'organisation. La reconnaissance guidée est également plus élevée que les résultats obtenus au téléphone en 2021.

Les résultats suggèrent plusieurs canaux principaux que privilégient les Canadiens pour recevoir de l'information sur la sécurité nationale : la télévision, Internet, les journaux imprimés ou les sources radiophoniques. Les autres mentions incluent les médias sociaux, comme Facebook, Twitter/X, Instagram, Reddit, TikTok, YouTube ou les médias sociaux en général.

Attitudes à l'égard du SCRS

Les résultats suggèrent que les Canadiens accordent beaucoup d'importance au rôle du SCRS dans la protection de la sécurité nationale du Canada. Trois personnes sur quatre (74 %, comparativement à 77 % en 2025) considèrent la mission du SCRS comme très importante, alors qu'une sur cinq (21 %) déclare qu'elle est plutôt importante. Presque personne (2 %) ne croit que les responsabilités du SCRS sont peu ou pas importantes. Comme il fallait sans doute s'y attendre, à la lumière des préoccupations croissantes concernant le fait que le Canada devienne plus dangereux, le suivi des réponses du volet téléphonique révèle que l'importance perçue du SCRS est passée de 69 % en 2021 à 75 %.

Les résultats démontrent également que le public a grandement confiance dans le SCRS. Trois Canadiens sur quatre (75 %, la même proportion qu'en 2025) indiquent avoir confiance dans la capacité du SCRS à protéger les Canadiens contre les menaces d'espionnage, de sabotage, de terrorisme, d'extrémisme violent, d'ingérence étrangère et de subversion. Cependant, la majorité de ces personnes (58 %) n'exprime qu'une « certaine » confiance. Seule une personne sur six (15 %) dit avoir une confiance limitée alors que 5 % n'ont aucune confiance. Le suivi téléphonique révèle une augmentation minime des répondants indiquant avoir une grande

confiance dans la capacité du SCRS à assurer la protection des Canadiens par rapport à 2025, ce qui se rapproche des 20 % signalés en 2021.

Les résultats du sondage révèlent des niveaux assez élevés de confiance dans la capacité du SCRS de protéger les droits et libertés des Canadiens. Trois Canadiens sur quatre (73 % comparativement à 74 % en 2025) disent se fier au moins un peu au SCRS pour protéger les droits et libertés des Canadiens dans l'exécution de son mandat, bien que la plupart d'entre eux (57 %) se fient seulement « un peu » à l'organisation. Une personne sur sept (15 %) dit ne pas faire beaucoup confiance au SCRS et 8 % disent ne pas faire s'y fier du tout. Le suivi révèle que la confiance dans la capacité du SCRS de protéger les droits et libertés des Canadiens a très peu changé depuis 2021.

Les répondants devaient évaluer leur appui des activités du SCRS en tenant compte de trois activités. Près de neuf répondants sur dix disent qu'ils seraient un peu plus ou beaucoup plus susceptibles d'appuyer les activités du SCRS s'ils savaient que le SCRS avait contribué à empêcher des gouvernements étrangers de tenter de s'immiscer dans la démocratie et l'économie canadiennes (88 %; contre 86 % en 2025), qu'il avait aidé à prévenir des actes d'extrémisme violent au Canada (87 %; contre 88 % en 2025) ou qu'il avait aidé à empêcher des terroristes et des espions présumés d'immigrer au Canada (86 %; comparativement à 87 % en 2025). Les résultats du volet téléphonique indiquent que le soutien aux activités du SCRS se fondant sur cette information est stable depuis 2021.

Environnement de menace

On a demandé aux répondants s'ils étaient plus préoccupés par l'extrémisme violent à motivation religieuse ou par l'extrémisme violent à motivation idéologique. Les résultats indiquent une plus grande préoccupation envers l'extrémisme violent à caractère idéologique (52 %) qu'envers l'extrémisme violent à caractère religieux (38 %). Dix pour cent sont incertains. La proportion de la population la plus préoccupée par l'extrémisme violent à caractère idéologique a également augmenté de huit points de pourcentage depuis cette période l'an dernier, alors qu'elle était de 44 %. Les résultats actuels reflètent les résultats de 2021, bien que la proportion relative à l'extrémisme violent à caractère religieux soit un peu plus élevée.

Les répondants ont des points de vue un peu plus mitigés en ce qui concerne la préoccupation par rapport à l'espionnage d'information classifiée du gouvernement ou à l'espionnage économique d'entreprises canadiennes. La moitié des répondants (50 %) estime que l'espionnage d'information classifiée du gouvernement est plus préoccupant, tandis que cette proportion est de quatre personnes sur dix (41 %) pour l'espionnage économique d'entreprises

canadiennes. Les résultats sont en harmonie avec ceux obtenus en 2025. Le suivi (résultats du volet téléphonique) révèle une augmentation considérable des préoccupations au sujet de l'espionnage économique d'entreprises canadiennes (hausse de 12 % par rapport à 2025, ce qui correspond davantage à la proportion obtenue en 2021) et une légère diminution des préoccupations au sujet de l'espionnage d'information classifiée du gouvernement (baisse de 3 % par rapport à 2025, au même niveau qu'en 2021).

Comme en 2025, les répondants devaient indiquer leur niveau de préoccupation au sujet de l'ingérence étrangère dans divers domaines. Les résultats révèlent un niveau élevé de préoccupation au sujet de l'ingérence étrangère dans tous les secteurs examinés. La plus grande préoccupation concerne les élections (61 % se disent très préoccupés par l'ingérence étrangère dans les élections), suivies par le gouvernement (58 % expriment un niveau élevé de préoccupation). Les Canadiens se disent aussi plus préoccupés par l'ingérence étrangère dans les plateformes de médias sociaux (48 % affirment que cela les préoccupe beaucoup). Les préoccupations par rapport au monde universitaire (33 % se disent très préoccupés), aux communautés diversifiées (35 %) et à des groupes de la société civile (30 %) sont moins marquées. Le secteur privé préoccupe une personne sur quatre (27 %) lorsqu'il est question d'ingérence étrangère.

Concernant la menace à la sécurité nationale, parmi les questions examinées, les personnes interrogées considèrent les cyberattaques contre des infrastructures essentielles comme la plus grande menace à la sécurité nationale (28 %). L'extrémisme violent (23 %) et l'ingérence étrangère (22 %) sont à peu près à égalité en deuxième place, suivis par les terroristes et les espions qui entrent au Canada (17 %). Dix pour cent classent l'espionnage du gouvernement et d'entreprises canadiennes comme la menace la plus importante à la sécurité nationale. Dans l'ensemble, la menace perçue des cyberattaques est légèrement inférieure à ce qu'elle était en 2025, alors que 33 % des répondants considéraient qu'il s'agissait de la menace la plus grave. En comparant les résultats du volet téléphonique au fil du temps, seules les cyberattaques ont baissé par rapport (27 % comparativement à 33 % en 2025). La menace relative aux terroristes et aux espions correspond aux résultats obtenus en 2025, mais est en hausse par rapport aux 13 % enregistrés en 2021.

Des pays étaient présentés aux répondants, qui devaient évaluer chacun en fonction de la menace qu'ils représentent par rapport aux intérêts canadiens. La Russie (70 %) et la Chine (67 %) sont toutes deux considérées comme une menace importante pour le Canada par des proportions beaucoup plus importantes de Canadiens que ceux qui perçoivent l'Iran (34 %), l'Inde (33 %) ou le Pakistan (21 %) comme une menace élevée. Bien que cette question ait été modifiée en 2026 et que les résultats ne sont pas strictement comparables, il est néanmoins utile de noter

que près de la moitié de l'échantillon de 2025 classe la Chine comme la menace la plus importante (47 %), tandis que seuls 27 % croient que c'est la Russie.

Les répondants pouvaient aussi inclure d'autres pays qui ne figuraient pas sur la liste des pays sélectionnés et évaluer la menace aux intérêts canadiens qu'ils représentent. Les États-Unis, sans faire partie de la liste, sont mentionnés par 878 répondants, soit 43 % de l'échantillon, qui les considèrent comme une menace élevée dans une proportion de 81 %. Israël, qui ne fait pas non plus partie de la liste, fait aussi l'objet de mentions par 70 répondants, qui le considère comme une menace élevée dans une proportion de 77 %. Cinquante-huit répondants croient que la Corée du Nord représente une menace, considérée comme élevée par 53 % de ces répondants.

Dans la sélection générale du pays présentant la plus forte menace pour le Canada, la Russie et la Chine sont à peu près à égalité (37 % et 35 % respectivement), alors que 27 % considèrent les États-Unis comme la plus forte menace pour les intérêts canadiens.

E. VALEUR DU CONTRAT

La valeur du contrat du projet de sondage d'opinion publique est de 79 695,49 dollars (TVH incluse).

Nom du fournisseur : Les Associés de recherche EKOS


No de contrat avec TPSGC : CW2433167

Date du contrat : 16 décembre 2025

Pour obtenir de plus amples renseignements sur cette étude, veuillez envoyer un courriel à media-medias@smtp.gc.ca.

F. CERTIFICATION DE NEUTRALITÉ POLITIQUE

À titre de cadre supérieur des Associés de recherche EKOS Inc., j’atteste par la présente que les documents remis sont entièrement conformes aux exigences de neutralité politique du gouvernement du Canada exposées dans la Politique sur les communications et l’image de marque et dans la Directive sur la gestion des communications. En particulier, les documents remis ne contiennent pas de renseignements sur les intentions de vote électoral, les préférences quant aux partis politiques, les positions des partis ou l’évaluation de la performance d’un parti politique ou de ses dirigeants.

Signé par : 
Susan Galley (vice-présidente)

RÉSULTATS DÉTAILLÉS

Tout au long de ce rapport, les résultats pour les échantillons combinés des volets téléphoniques et en ligne (n=2051) sont décrits et présentés sous forme de graphiques. Lorsque les résultats sont comparés à ceux de 2025, les résultats de 2025 sont présentés dans la colonne de droite des tableaux, également basés sur les échantillons combinés des deux volets. Les tableaux suivants présentent des résultats distincts pour les échantillons en ligne et au téléphone afin de permettre une comparaison avec les sondages antérieurs recueillis exclusivement au téléphone.

A. CARACTÉRISTIQUES DE L'ÉCHANTILLON

Voici les caractéristiques des échantillons téléphoniques et en ligne relativement à la région, à l'âge, au genre (non pondéré) et à l'origine ethnique (pondéré), qui sont très semblables d'une année à l'autre.

Tableau 2 : Tableau démographique (en ligne et au téléphone)

Catégories	En ligne 2026	Téléphone 2026
Âge (non pondéré)	n=1047	n=1004
Moins de 35 ans	21 %	23 %
De 35 à 44 ans	18 %	16 %
De 45 à 54 ans	17 %	18 %
De 55 à 64 ans	19 %	18 %
65 ans ou plus	25 %	24 %
Région (non pondéré)	n=1047	n=1004
Colombie-Britannique et territoires	15 %	12 %
Alberta	12 %	10 %
Saskatchewan/Manitoba	6 %	8 %
Ontario	37 %	38 %
Québec	22 %	25 %
Maritimes	7 %	7 %

Genre (non pondéré)	n=1047	n=1004
Homme	49 %	49 %
Femme	50 %	51 %
Autre	1 %	0 %
À quel(s) groupe(s) ethnique(s) ou culturel(s) autre(s) que canadien vos ancêtres appartenaient-ils?	n=1047	n=1004
Britannique (p. ex., Anglais, Écossais, Irlandais, Gallois, etc.)	43 %	23 %
Français (p. ex., Québécois, Franco-Ontarien, Franco-Manitobain, Acadien, etc.)	23 %	16 %
Européen de l'Ouest (p. ex., Allemand, Néerlandais, etc.)	17 %	10 %
Européen de l'Est (p. ex., Polonais, Russe, Tchèque, Slovaque, Ukrainien, etc.)	11 %	7 %
Scandinave (p. ex., Suédois, Finlandais, Danois, Norvégien, etc.)	5 %	3 %
Européen du Sud (p. ex., Italien, Grec, Espagnol, etc.)	5 %	4 %
Asiatique du Sud (p. ex., Indien oriental, Pakistanais, Sri-lankais, etc.)	2 %	2 %
Asiatique du Sud-Est (p. ex., Chinois, Vietnamien, Coréen, etc.)	2 %	3 %
Amérique latine (p. ex., Mexicain, Brésilien, Chilien, etc.)	2 %	1 %
Autochtone (p. ex., Ojibway, Iroquois, Cri, etc.)	2 %	0 %
Américain (mention générale)	2 %	1 %
Arabe (p. ex., Égyptien, Libanais, etc.)	1 %	2 %
Africain (p. ex., Nigérien, Somalien, etc.)	2 %	5 %
Autre	4 %	6 %
Aucun	8 %	24 %
Je préfère ne pas répondre	2 %	1 %

B. ATTITUDES À L'ÉGARD DE LA SÉCURITÉ ET DE LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE

Le sondage comprenait des questions de nature générale sur la sécurité et la protection de la vie privée au Canada.

Danger perçu au Canada

Les répondants étaient interrogés sur l'évolution de la sécurité au Canada au cours des cinq dernières années. Dans l'ensemble, la moitié des répondants (52 %) estime que le Canada est plus dangereux qu'il y a cinq ans, tandis que 41 % sont d'avis que la situation n'a pas changé. Seuls 5 % croient que le pays est plus sûr.

Comme on pouvait s'y attendre, à la lumière des perturbations politiques des États-Unis, de tous les changements qu'ils ont entraînés, des conflits en cours à Gaza et en Ukraine, le suivi indique que les Canadiens sont maintenant beaucoup plus susceptibles de croire que le Canada est plus dangereux qu'en 2018 ou 2021 (téléphone : les proportions de 25 % et 26 % en 2021 et 2018 sont passés à 49 % maintenant, en baisse marginale par rapport aux 54 % enregistrés en 2025). Le volet en ligne fait état de la même légère diminution du danger perçu en 2026 et en 2025.

Graphique 1 : Suivi du danger perçu au Canada

Q. Croyez-vous que, dans l'ensemble, le Canada est plus sûr qu'il y a cinq ans, plus dangereux ou à peu près pareil? (n=2051; tous les cas)

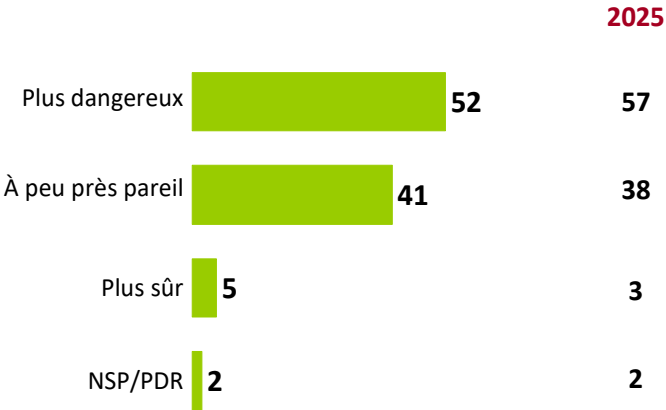


Tableau 3 : Suivi du danger perçu au Canada

<i>QB1. Croyez-vous que, dans l'ensemble, le Canada est plus sûr qu'il y a cinq ans, plus dangereux ou à peu près pareil?</i>	Téléphone 2026	Téléphone 2025	Téléphone 2021	Téléphone 2018	En ligne 2026	En ligne 2025
Plus dangereux	49 %	54 %	25 %	26 %	55 %	60 %
À peu près pareil	43 %	41 %	60 %	59 %	38 %	35 %
Plus sûr	6 %	3 %	13 %	12 %	4 %	3 %
NSP/PDR	2 %	2 %	3 %	3 %	2 %	2 %

- Les résidents de l'Alberta (62 %) et les gens âgés de 55 à 64 ans (58 %) sont plus susceptibles de percevoir une augmentation du danger auquel le pays est exposé.
- À l'inverse, les résidents du Québec (50 %) ont plus tendance à croire que le niveau est à peu près le même qu'il y a cinq ans.

Points de vue sur les services de renseignement canadiens

Les résultats révèlent que le public a une confiance modérée dans les services de renseignement, mais met également en évidence leurs craintes en ce qui concerne la quantité de renseignements de nature privée que détiennent ces organisations. Plus de la moitié d'entre eux sont d'accord pour dire que l'on peut se fier au gouvernement fédéral pour trouver le juste équilibre entre la protection de la sécurité nationale et le respect des libertés civiles (54 %), bien que 32 % ne soient pas d'accord. Une proportion semblable (53 %) est d'accord pour dire que les services de renseignements canadiens agissent dans un cadre légal lorsqu'ils recueillent de l'information sur les Canadiens (18 % sont en désaccord). En outre, plus de quatre personnes sur dix (44 %) conviennent que les services de renseignement canadiens devraient avoir plus de pouvoirs pour assurer la sûreté et la prospérité du Canada, bien que 28 % ne soient pas d'accord. Cependant, les Canadiens sont partagés quant à l'importance qu'ils accordent à la collecte d'informations par les services de renseignement avec 38 % qui se disent préoccupés et 39 % qui ne le sont pas.

Une comparaison des résultats du volet téléphonique montre que la proportion de Canadiens qui disent se fier au gouvernement fédéral pour trouver un équilibre entre la protection de la sécurité nationale et le respect des libertés civiles est revenue au niveau de 2018 et de 2021 (après une baisse à 49 % en 2025). La proportion de répondants qui conviennent que les services de renseignements devraient avoir plus de pouvoir fléchit légèrement (de 47 % en 2025 à 42 % en 2026). Il y a aussi eu une augmentation constante de la proportion de gens qui estiment que les services de renseignement canadiens agissent dans un cadre légal lorsqu'ils recueillent de l'information sur les Canadiens, une hausse de huit points de pourcentage par rapport aux 49 % enregistrés en 2021 et de quatre points par rapport à l'an dernier (53 %). Les résultats sont

relativement stables en ce qui a trait aux préoccupations concernant les renseignements recueillis par les services de renseignements à leur sujet (43 % comparativement à 40 % en 2025). Une comparaison avec les résultats du volet en ligne en 2025 montre des résultats stables, à l'exception d'une augmentation importante de la confiance (53 % contre 44 % en 2025).

Graphique 2 : Points de vue sur les services de renseignements canadiens

Q. À quel point êtes-vous d'accord ou en désaccord avec chacun des énoncés suivants?
(n=2051; tous les cas)

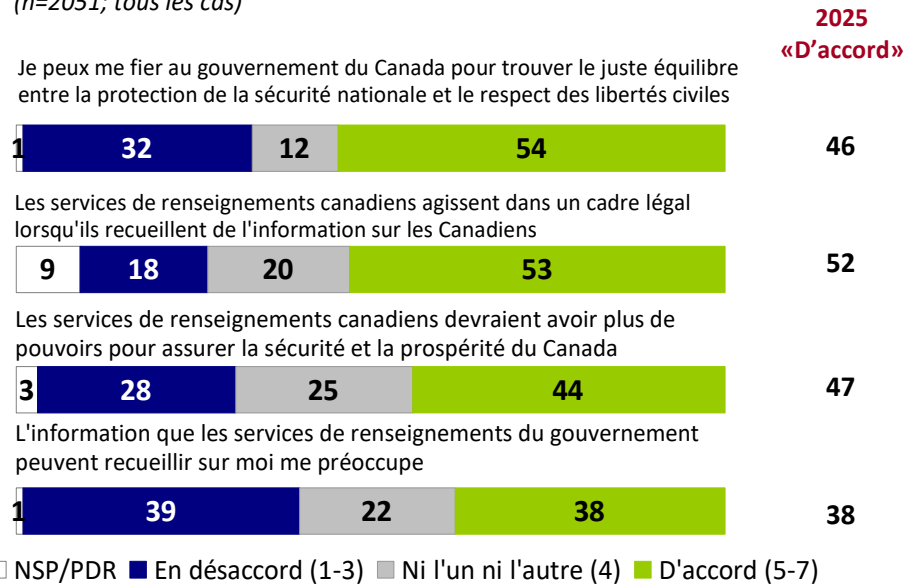


Tableau 4 : Suivi des points de vue sur les services de renseignements canadiens

% d'accord	Téléphone 2026	Téléphone 2025	Téléphone 2021	Téléphone 2018	En ligne 2026	En ligne 2025
Je peux me fier au gouvernement du Canada pour trouver le juste équilibre entre la protection de la sécurité nationale et le respect des libertés civiles	56 %	49 %	56 %	57 %	53 %	44 %
Les services de renseignements canadiens agissent dans un cadre légal lorsqu'ils recueillent de l'information sur les Canadiens	57 %	53 %	49 %	54 %	49 %	51 %
Les services de renseignements canadiens devraient avoir plus de pouvoirs pour assurer la sécurité et la prospérité du Canada	42 %	47 %	--	--	45 %	47 %
L'information que les services de renseignements du gouvernement peuvent recueillir sur moi me préoccupe	43 %	40 %	41 %	41 %	36 %	36 %

- Les personnes âgées de 55 à 64 ans (57 %) et de 65 ans et plus (53 %) sont plus susceptibles d'être d'accord pour dire que la police et les services de renseignements devraient avoir plus de pouvoirs. Cette tendance est moins marquée chez les gens âgés de moins de 35 ans (33 %), chez les personnes âgées de 35 à 54 ans (39 %) et chez les résidents de la Colombie-Britannique (39 %).
- Les résidents du Québec (60 %), les femmes (60 %), les 65 ans et plus (65 %), ainsi que les personnes ayant fait des études universitaires (60 %) sont plus enclines à convenir que l'on peut faire confiance au gouvernement fédéral pour trouver le juste équilibre entre la protection de la sécurité nationale et le respect des libertés civiles. Les résidents de l'Alberta ont moins tendance à être d'accord (41 %).
- Les résidents du Québec (63 %), les femmes (56 %), les personnes de 65 ans et plus (59 %), ainsi que les personnes ayant fait des études universitaires (59 %) sont également plus susceptibles d'être d'accord pour dire que les services de renseignements canadiens agissent dans un cadre légal lorsqu'ils recueillent de l'information sur les Canadiens. Cela est moins souvent le cas chez les moins de 35 ans (48 %).
- Les hommes (40 %), les gens âgés de moins de 35 ans (42 %) ainsi que ceux qui n'ont atteint qu'un niveau de scolarité collégial (41 %) ont plus tendance à exprimer des inquiétudes au sujet de l'information que les services de renseignements recueillent à leur sujet. Les personnes âgées de 65 ans ou plus (46 %) et celles dont le revenu annuel du ménage est de 150 000 dollars ou plus (46 %) sont moins préoccupées.

C. CONNAISSANCE DU SCRS

Le sondage portait également sur la connaissance du SCRS et le niveau de familiarité avec le SCRS par les Canadiens.

Connaissance du SCRS

Un peu plus de la moitié (53 %) des répondants ont bien identifié et sans aide le SCRS comme l'organisme gouvernemental responsable de faire enquête sur les menaces à la sécurité du Canada, comme le sabotage, le terrorisme et l'extrémisme violent, l'ingérence étrangère et la subversion. Il s'agit d'une hausse minime par rapport aux 50 % obtenus en 2025. Plus d'un répondant sur trois (35 %) n'est pas en mesure de nommer un organisme gouvernemental ayant ces responsabilités, tandis qu'une faible minorité mentionne la GRC (5 %), le ministère de la Défense nationale ou les Forces armées (1 %), ou d'autres organismes (6 %).

Une comparaison des résultats du volet téléphonique montre une augmentation de la connaissance, qui est passée de 34 % en 2021 à 41 % en 2025 et à 45 % à l'heure actuelle. La connaissance du SCRS par les répondants en ligne fait également l'objet d'une augmentation minime, passant de 59 % en 2025 à 62 % en 2026.

Graphique 3 : Connaissance du SCRS

Q1. *Comme vous le savez peut-être, il existe un organisme gouvernemental qui est responsable de faire enquête sur les menaces de sécurité qui pèsent sur le Canada, comme l'espionnage et le sabotage, le terrorisme et l'extrémisme violent, l'ingérence étrangère et la subversion. Pouvez-vous me nommer cet organisme?*
[RÉPONSES CODÉES DES QUESTIONS OUVERTES] (n=2051; tous les cas)

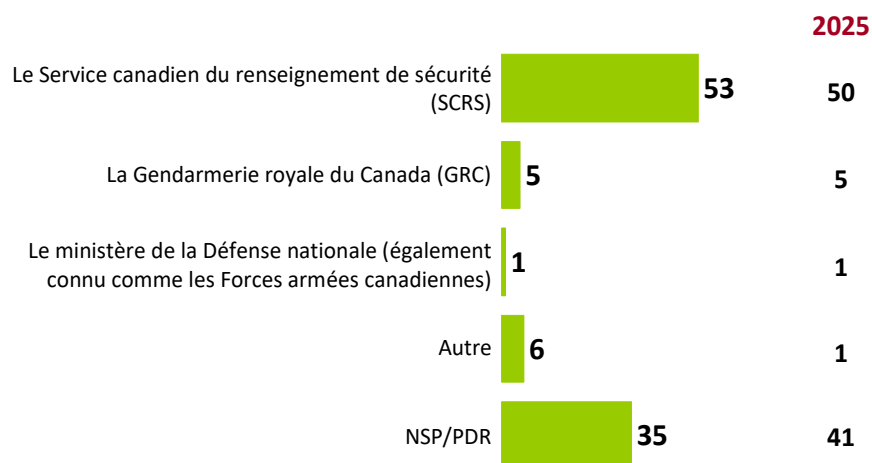


Tableau 5 : Suivi de la connaissance du SCRS

<i>Q1. Pouvez-vous me nommer cet organisme responsable pour...?</i>	Téléphone 2026	Téléphone 2025	Téléphone 2021	Téléphone 2018	En ligne 2026	En ligne 2025
SCRS	45 %	41 %	34 %	30 %	62 %	59 %

- Les hommes (61 %) ont plus tendance que les femmes (46 %) à nommer le SCRS comme l'organisme responsable de faire enquête sur les menaces à la sécurité qui pèsent sur le Canada.
- Les personnes âgées de 35 à 54 ans (58 %) sont plus enclines à nommer le SCRS, en particulier en comparaison avec les moins de 35 ans (48 %).
- Les résidents de l'Ontario sont plus susceptibles de connaître le SCRS (61 %), suivis par ceux de la Colombie-Britannique et des Territoires (60 %), alors que ceux du Québec sont moins susceptibles de connaître le SCRS (31 %).
- La probabilité de nommer correctement le SCRS augmente avec le niveau de scolarité (60 % chez les diplômés universitaires) et avec le revenu du ménage (61 % chez les personnes dont le revenu annuel du ménage est de 100 000 dollars ou plus).

Une courte description du SCRS était ensuite fournie aux répondants, qui devaient indiquer s'ils avaient entendu parler de l'organisation. Les résultats suggèrent que la majorité des Canadiens connaissent l'organisation, bien qu'ils soient nombreux à ne pouvoir l'identifier par son nom. Près de trois personnes sur quatre (72 %, comparativement à 74 % en 2025) disent avoir entendu parler du SCRS, tandis que 9 % croient « peut-être » avoir entendu quelque chose. Moins d'une personne sur cinq (17 %) ne se rappelle pas avoir vu ou entendu quoi que ce soit sur l'organisation.

La reconnaissance guidée est toujours plus élevée que dans les résultats téléphoniques de 2021 (57 %, alors que la proportion s'établit à 68 % à l'heure actuelle). Les résultats du volet en ligne sont assez semblables, avec une baisse de trois points de pourcentage (77 %) par rapport à 2025 (80 %).

Graphique 4 : Suivi du niveau de familiarité avec le SCRS

Q. Le Service canadien du renseignement de sécurité, ou SCRS, est l'organisme du gouvernement fédéral responsable de faire enquête et de fournir des conseils sur les menaces liées à l'espionnage et au sabotage, au terrorisme et à l'extrémisme violent, à l'ingérence étrangère et à la subversion, et de réduire ces menaces. En vous appuyant sur cette description, diriez-vous que vous avez déjà lu, vu ou entendu quoi que ce soit sur le SCRS? (n=2051; tous les cas)

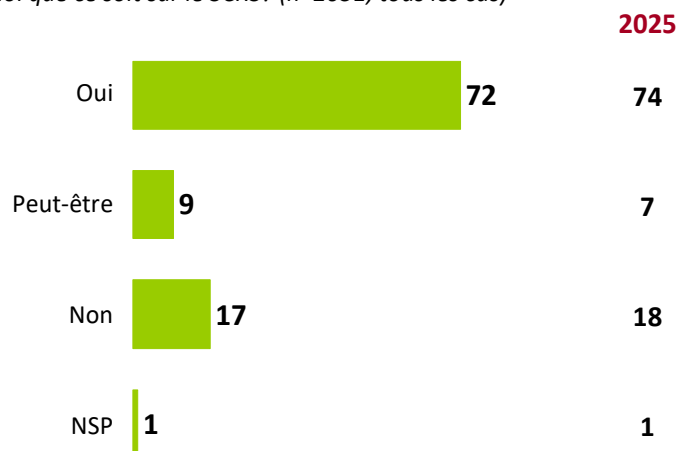


Tableau 6 : Suivi du niveau de la familiarité avec le SCRS

QC1. Diriez-vous que vous avez déjà lu, vu ou entendu quoi que ce soit sur le SCRS?	Téléphone 2026	Téléphone 2025	Téléphone 2021	Téléphone 2018	En ligne 2026	En ligne 2025
Oui	68 %	67 %	57 %	59 %	77 %	80 %
Peut-être	6 %	6 %	9 %	7 %	12 %	9 %
Non	26 %	33 %	32 %	27 %	9 %	10 %

- Les hommes (78 %) sont plus enclins que les femmes (68 %) à avoir entendu parler du SCRS.
- Les personnes âgées de moins de 35 ans sont moins susceptibles que les autres groupes d'âge de dire qu'ils ont entendu parler du SCRS (63 %), tandis que cette proportion est plus élevée chez les 55 à 64 ans (80 %) et chez les 65 ans et plus (77 %).
- À l'échelle régionale, les résidents de l'Ontario (80 %) ainsi que de la Colombie-Britannique et des Territoires (77 %) sont plus susceptibles de connaître le SCRS, tandis que ceux du Québec sont moins enclins à le connaître (56 %).
- La probabilité de connaître le SCRS augmente progressivement avec le niveau de scolarité (de 67 % chez les gens qui ont fait des études secondaires, elle passe à 79 % chez les diplômés universitaires) et le revenu du ménage (de 49 % chez ceux qui gagnent 20 000 dollars ou moins, elle passe à 82 % chez ceux dont le revenu annuel du ménage est de 150 000 dollars ou plus).

Dans une question nouvelle sans pistes de réponses en 2026, les répondants devaient rapporter ce qu'ils avaient lu, entendu ou vu au sujet du SCRS. Une personne sur dix ou plus se souvient de la couverture médiatique générale ou de rapports publics (16 %), d'ingérence étrangère (11 %) ou du mandat et des activités du SCRS (10 %). Il y a eu un éventail d'autres mentions, notamment concernant un lien personnel (7 %), des connaissances minimales ou vagues sur le SCRS (6 %), une connaissance générale (6 %), le travail dans le domaine du terrorisme et de l'extrémisme (4 %), une critique ou de la méfiance à l'égard du SCRS (4 %), la culture de travail ou les affaires internes (3 %), la réaction et l'efficacité du gouvernement (3 %) et les partenariats internationaux (2 %). Un peu plus d'une personne sur quatre (28 %) ne se souvient pas de ce qu'il a vu ou entendu au sujet du SCRS.

Tableau 7 : Sujets associés au SCRS

<i>QC2. Qu'avez-vous lu, vu ou entendu sur le SCRS? (Sans aide)</i>	Total
Couverture médiatique et rapports publics	16 %
Ingérence étrangère	11 %
Mandat et activités	10 %
Lien personnel	7 %
Connaissances minimales ou vagues	6 %
Connaissance générale	6 %
Critique et méfiance	4 %
Terrorisme et extrémisme	4 %
Réponse du gouvernement et efficacité	3 %
Milieu de travail, culture et affaires internes	3 %
Partenariats internationaux	2 %
Je ne me souviens pas/Pas de réponse	28 %

- Les réponses variaient légèrement selon l'âge, les personnes âgées de 55 à 64 ans étant plus susceptibles que les autres de mentionner la couverture médiatique et les rapports publics (22 %), tandis que les moins de 35 ans ont plus tendance à évoquer un lien personnel.
- Les gens qui ont fait des études universitaires sont plus enclins à mentionner la plupart des facteurs, y compris l'ingérence étrangère, un lien personnel, le terrorisme et l'extrémisme, la culture en milieu de travail et les affaires internes.
- Les réponses varient également selon le revenu, les personnes dont le revenu annuel du ménage est de moins de 20 000 dollars étant plus susceptibles de faire état de connaissances minimales ou vagues (18 %). Ceux dont le revenu oscille entre 100 000 et 150 000 dollars ont plus tendance à mentionner l'ingérence étrangère (16 %), alors les

répondants qui déclarent un revenu annuel du ménage de 150 000 dollars ou plus sont plus susceptibles de mentionner le terrorisme et l'extrémisme.

Interrogés sur leurs canaux préférés en 2026, les résultats mettent en évidence plusieurs canaux principaux pour recevoir de l'information sur la sécurité nationale. Près de deux personnes sur cinq mentionnent la télévision (38 %) ou des sources en ligne (36 %). Une personne sur cinq déclare préférer les journaux imprimés (20 %) ou la radio (19 %). Les autres mentions incluent les médias sociaux, comme Facebook (8 %), Twitter/X (6 %), Instagram (5 %), Reddit (3 %), TikTok (2 %), YouTube (2 %) ou les médias sociaux en général (2 %). Les autres sources d'information sont le milieu universitaire (4 %), les sources d'information générale (3 %), les sites Web gouvernementaux (2 %) ou le courrier électronique (3 %).

Tableau 8 : Canaux préférés pour les informations relatives à la sécurité

<i>QC3. Comment préférez-vous recevoir de l'information sur la sécurité nationale?</i>	Téléphone 2026
Télévision	38 %
Internet	36 %
Journaux imprimés	20 %
Radio	19 %
Facebook	8 %
Twitter	6 %
Instagram	5 %
Milieu universitaire	4 %
Courriel	3 %
Reddit	3 %
Sources de nouvelles	3 %
YouTube	2 %
Site web du gouvernement /nouvelles/presse	2 %
TikTok	2 %
Autres réseaux sociaux ou en général	2 %
Autre	3 %
Ne souhaite pas recevoir d'information sur la sécurité nationale	3 %
Je ne sais pas/Pas de réponse	4 %

- Les femmes sont plus susceptibles que les hommes de dire préférer Facebook (10 %) ou Instagram (7 %).
- Les personnes âgées de 65 ans et plus ont tendance que les répondants plus jeunes à préférer la télévision (57 %) ou la presse écrite (32 %). Les moins de 35 ans sont plus susceptibles de dire qu'ils préfèrent Internet (44 %) pour recevoir des informations sur la sécurité nationale.
- Au niveau régional, les Québécois ont plus tendance à dire qu'ils préfèrent la télévision (47 %) ou la radio (29 %) que les répondants des autres régions.
- Les gens qui n'ont fait que des études secondaires (44 %) sont plus susceptibles de préférer la télévision que ceux ayant fait des études collégiales (39 %) ou universitaires (36 %).

D. ATTITUDES À L'ÉGARD DU SCRS

Importance perçue du SCRS

Les résultats révèlent que les Canadiens accordent beaucoup d'importance au rôle du SCRS dans la protection de la sécurité nationale du Canada. Trois personnes sur quatre (74 %, comparativement à 77 % en 2025) considèrent la mission du SCRS comme très importante, alors qu'une sur cinq (21 %) déclare qu'elle est plutôt importante. Presque personne (2 %) ne croit que les responsabilités du SCRS sont peu ou pas importantes.

Dans les résultats du sondage téléphonique de 2018, 69 % des Canadiens estimaient que le SCRS était très important pour la sécurité nationale du Canada. Ce pourcentage a augmenté au fil du temps, passant de 68 % en 2021 à 76 % en 2025 et à 75 % en 2026. Une légère diminution est observée dans les réponses du volet ligne, qui sont passées de 78 % à 74 % en 2025.

Graphique 5 : Importance perçue du SCRS

Q. Selon la description fournie et ce que vous savez peut-être du SCRS, diriez-vous que sa mission est ... pour la sécurité nationale du Canada? (n=2051 tous les cas)

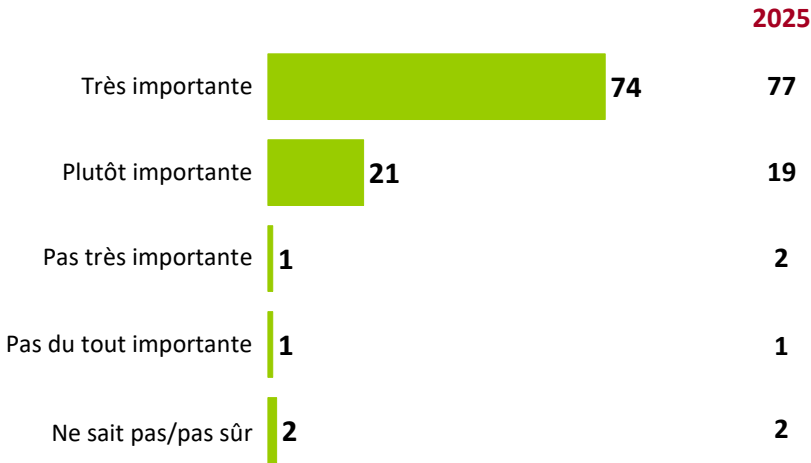


Tableau 9 : Suivi de l'importance perçue du SCRS

<i>QC4. Niveau d'importance de la mission du SCRS pour la sécurité nationale du Canada.</i>	Téléphone 2026	Téléphone 2025	Téléphone 2021	Téléphone 2018	En ligne 2026	En ligne 2025
Très importante	75 %	76 %	68 %	69 %	74 %	78 %
Plutôt importante	21 %	18 %	25 %	26 %	22 %	18 %

- Les gens qui ont fait des études universitaires (97 %) sont plus susceptibles de croire que la mission du SCRS est très importante.

Confiance dans le SCRS

Les résultats démontrent également que le public a une grande confiance dans le SCRS. Trois Canadiens sur quatre (75 %, la même proportion qu'en 2025) affirment avoir confiance dans la capacité du SCRS de protéger les Canadiens contre les menaces d'espionnage, de sabotage, de terrorisme, d'extrémisme violent, d'ingérence étrangère et de subversion. Cependant, la majorité de ces personnes (58 %) n'exprime qu'une « certaine » confiance. Seule une personne sur six (15 %) dit avoir une confiance limitée alors que 5 % n'ont aucune confiance.

Une comparaison dans les résultats du volet téléphonique montre des fluctuations mineures au fil du temps, 20 % disaient se fier tout à fait au SCRS en 2018, alors que cette proportion est de 18 % en 2026. Pour le volet en ligne, 15 % des répondants disaient se fier à la capacité du SCRS de protéger les Canadiens en 2025, comparativement à 17 % actuellement.

Graphique 6 : Confiance dans le SCRS

Q. À quel point diriez-vous que vous avez confiance dans la capacité du SCRS de protéger les Canadiens contre les menaces liées à l'espionnage et au sabotage, au terrorisme et à l'extrémisme violent, à l'ingérence étrangère et à la subversion? (n=2051; tous les cas)

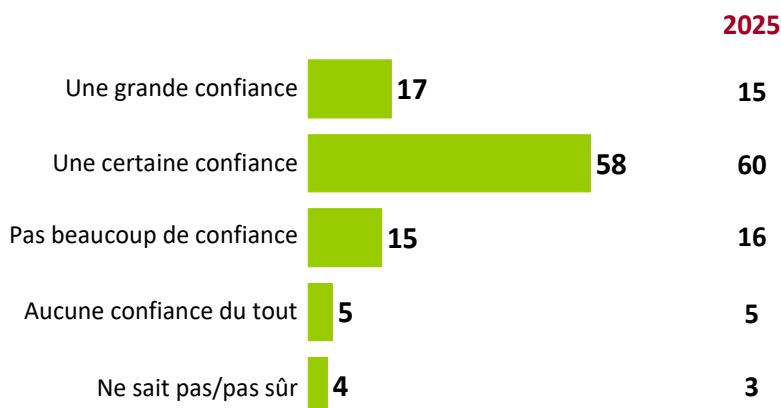


Tableau 10 : Suivi de la confiance dans le SCRS

QC5. Confiance dans la capacité du SCRS de protéger les Canadiens	Téléphone 2026	Téléphone 2025	Téléphone 2021	Téléphone 2018	En ligne 2026	En ligne 2025
Une grande confiance	18 %	15 %	22 %	20 %	17 %	15 %
Une certaine confiance	58 %	60 %	63 %	64 %	58 %	61 %

- Les femmes (79 %) sont plus enclines que les hommes (71 %) à avoir confiance.
- Les répondants âgés de 55 ans et plus (80 % à 81 %) sont plus susceptibles de dire qu'ils ont confiance que ceux de 54 ans et moins (72 %).
- À l'échelle régionale, les résidents du Canada atlantique (81 %) et du Québec (79 %) sont plus enclins à dire avoir confiance, tandis que ceux de la Colombie-Britannique et des Territoires (70 %) ainsi que de l'Alberta ont plus tendance à ne pas avoir confiance (69 %).
- Les personnes ayant fait des études universitaires (78 %) sont plus susceptibles que celles n'ayant fait que des études secondaires (72 %) d'avoir confiance.

Confiance dans le SCRS pour protéger les droits des Canadiens

Les résultats du sondage mettent en évidence des niveaux assez élevés de confiance dans la capacité du SCRS de protéger les droits et libertés des Canadiens. Trois Canadiens sur quatre (73 % comparativement à 74 % en 2025) disent se fier au moins un peu au SCRS pour protéger les droits et libertés des Canadiens dans l'exécution de son mandat, bien que la plupart d'entre eux (57 %) se fient seulement « un peu » à l'organisation. Une personne sur sept (15 %) dit ne pas se fier beaucoup au SCRS et 8 % disent ne pas faire s'y fier du tout.

Les résultats en ligne et au téléphone sont relativement les mêmes qu'en 2025.

Graphique 7 : Confiance dans le SCRS pour protéger les droits des Canadiens

Q. À quel point diriez-vous que vous vous fiez au SCRS pour protéger les droits et libertés des Canadiens dans l'exécution de son mandat? Diriez-vous que vous vous y fiez totalement, fiez un peu, fiez pas beaucoup ou fiez pas du tout?
(n=2051; tous les cas)

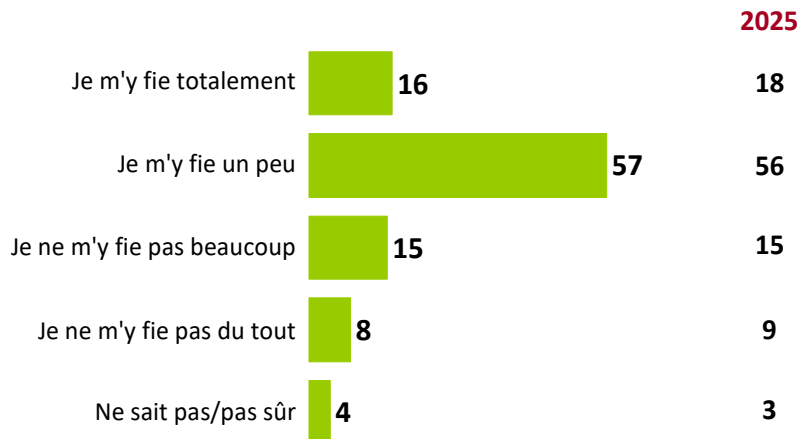


Tableau 11 : Suivi de la confiance dans le SCRS pour protéger les droits des Canadiens

<i>QC6. À quel point vous fiez-vous au SCRS pour protéger les droits et libertés des Canadiens?</i>	Téléphone 2026	Téléphone 2025	Téléphone 2021	Téléphone 2018	En ligne 2026	En ligne 2025
Je m’y fie totalement	16 %	18 %	17 %	15 %	16 %	17 %
Je m’y fie un peu	62 %	58 %	63 %	65 %	53 %	55 %

- Les femmes (77 %) sont plus enclines que les hommes (70 %) à dire se fier au SCRS.
- Les répondants âgés de 55 ans et plus (81 %) sont plus susceptibles de dire qu’ils se fient au SCRS que les répondants âgés de 54 ans et moins (68 %).
- À l’échelle régionale, les résidents de la Colombie-Britannique et des Territoires (68 %) ainsi que ceux de l’Alberta (63 %) sont moins susceptibles d’affirmer avoir confiance.
- Les personnes ayant fait des études universitaires (77 %) sont plus susceptibles que celles n’ayant fait que des études secondaires (70 %) d’avoir confiance.

Incidence de l'information sur l'appui au SCRS

Une liste de trois exemples des responsabilités du SCRS envers les Canadiens était présentée aux répondants, qui devaient préciser l'incidence que cela aurait sur la mesure dans laquelle ils appuient les activités du SCRS. Près de neuf personnes sur dix disent qu'elles seraient beaucoup plus ou un peu plus susceptibles d'appuyer les activités du SCRS s'ils savaient qu'il avait contribué à empêcher des tentatives de gouvernements étrangers de s'ingérer dans la démocratie et l'économie du Canada (88 %; contre 86 % en 2025), qu'il avait aidé à prévenir des actes d'extrémisme violent au Canada (87 %; contre 88 % en 2025) ou qu'il avait aidé à prévenir l'immigration au Canada de terroristes et d'espions présumés (86 %; comparativement à 87 % en 2025).

Une comparaison des résultats du volet téléphonique montre des changements mineurs au fil du temps. Alors que 44 % des Canadiens étaient susceptibles d'appuyer le SCRS en 2018 pour prévenir des actes d'extrémisme violent au Canada, cette proportion a atteint un sommet en 2025 (50 %) avant de fléchir légèrement en 2026 (46 %). Dans les résultats du volet en ligne, la proportion fait l'objet d'une diminution minime, passant de 61 % en 2025 à 58 % en 2026. Parmi les répondants du volet téléphonique, le soutien aux activités du SCRS visant à prévenir l'immigration au Canada de terroristes et d'espions présumés était de 45 % en 2018, comparativement à 44 % en 2026. Parmi les répondants en ligne, l'appui a augmenté dans ce domaine, passant de 47 % en 2025 à 58 % en 2026.

Graphique 8 : Prévention d'actes d'extrémisme violent par le SCRS

Q. Est-ce que vous seriez beaucoup plus susceptible, un peu plus susceptible, un peu moins susceptible ou beaucoup moins susceptible d'appuyer les activités du SCRS si vous saviez ce qui suit? (n=2051; tous les cas)

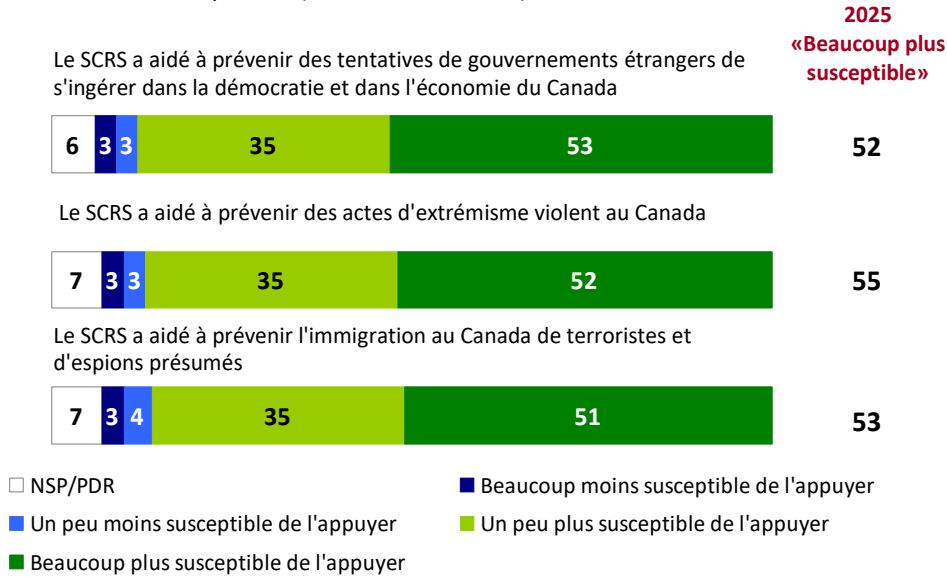


Tableau 12 : Suivi de la prévention d'actes d'extrémisme violent par le SCRS

QC7A-C. Appui des activités du SCRS si vous saviez ce qui suit... (% Beaucoup plus susceptible de l'appuyer)	Téléphone 2026	Téléphone 2025	Téléphone 2021	Téléphone 2018	En ligne 2026	En ligne 2025
Le SCRS a aidé à prévenir des tentatives de gouvernements étrangers de s'ingérer dans la démocratie et dans l'économie du Canada	46 %	47 %	--	--	60 %	57 %
Le SCRS a aidé à prévenir des actes d'extrémisme violent au Canada	46 %	50 %	49 %	44 %	58 %	61 %
Le SCRS a aidé à prévenir l'immigration au Canada de terroristes et d'espions présumés	44 %	47 %	48 %	45 %	58 %	47 %

- Les gens dont le revenu annuel du ménage est plus bas (moins de 20 000 dollars) sont systématiquement moins susceptibles de soutenir les activités du SCRS pour l'un ou l'autre de ces énoncés.

E. CONTEXTE DE MENACE

Le sondage comprenait également des questions sur les points de vue des Canadiens par rapport à diverses menaces pour le pays.

Principale préoccupation concernant l'extrémisme violent

On a demandé aux répondants s'ils étaient plus préoccupés par l'extrémisme violent à motivation religieuse ou par l'extrémisme violent à motivation idéologique. Les résultats indiquent une plus grande préoccupation envers l'extrémisme violent à caractère idéologique (52 %) qu'envers l'extrémisme violent à caractère religieux (38 %). Dix pour cent sont incertains. La proportion de la population la plus préoccupée par l'extrémisme violent à caractère idéologique a également augmenté de huit points de pourcentage depuis cette période l'an dernier, alors qu'elle était de 44 %. Les résultats actuels reflètent plus étroitement les résultats de 2021, bien que la proportion relative à l'extrémisme violent à caractère religieux soit un peu plus élevée.

Les résultats du volet téléphonique montrent un retour aux proportions de 2021 (53 %) pour les préoccupations concernant l'extrémisme violent à motivation idéologique. Elles ont baissé à 44 % en 2025 pour se situer à 52 % en 2026. Pour le volet en ligne, les préoccupations ont augmenté davantage, passant de 43 % à 52 %. Les préoccupations concernant l'extrémisme violent à caractère religieux ont atteint 33 % en 2021, avant d'augmenter à 46 % en 2025 et de diminuer à nouveau à 38 % parmi les répondants du volet téléphonique. Pour les répondants du volet en ligne, les préoccupations dans ce domaine ont diminué, passant de 45 % en 2025 à 38 % en 2026.

Graphique 9 : Principale préoccupation en matière de terrorisme

Q. Diriez-vous que vous êtes plus préoccupé(e) par l'extrémisme violent à caractère religieux (p. ex., Al-Qaeda et Daech) ou par l'extrémisme violent à caractère idéologique? (n=2051; tous les cas)

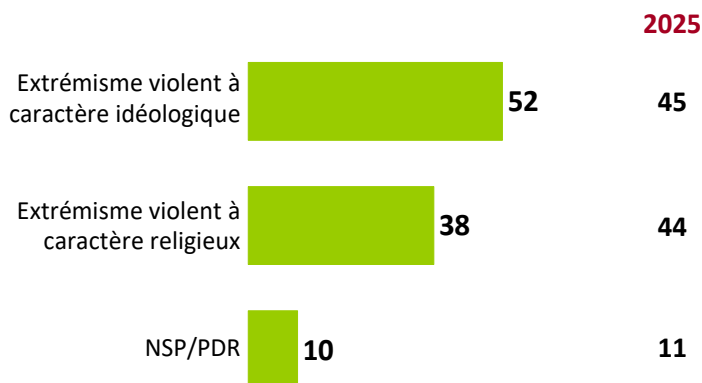


Tableau 13 : Suivi de la principale préoccupation en matière de terrorisme

D1. Êtes-vous plus préoccupé(e) par...?	Téléphone 2026	Téléphone 2025	Téléphone 2021	En ligne 2026	En ligne 2025
L'extrémisme violent à caractère idéologique	52 %	44 %	53 %	52 %	43 %
L'extrémisme violent à caractère religieux	38 %	46 %	33 %	38 %	45 %
NSP/PDR	10 %	12 %	14 %	10 %	11 %

- Les femmes (56 %), les gens âgés de moins de 35 ans (58 %) et les personnes qui ont fait des études universitaires (60 %) sont plus préoccupés par l'extrémisme violent à caractère idéologique.
- Les hommes (44 %), les personnes âgées de 65 ans et plus (43 %) et les gens n'ayant fait que des études secondaires (43 %) sont plus préoccupés par l'extrémisme violent à caractère religieux.

Principale préoccupation en matière d'espionnage

Les répondants devaient ensuite indiquer s'ils étaient plus préoccupés par l'espionnage d'information classifiée du gouvernement ou par l'espionnage économique d'entreprises canadiennes. Les résultats révèlent des points de vue quelque peu mitigés sur cette question. La moitié des répondants (50 %) estime que l'espionnage d'information classifiée du gouvernement est plus préoccupant, tandis que cette proportion est de quatre personnes sur dix (41 %) pour l'espionnage économique d'entreprises canadiennes. Les résultats sont en harmonie avec ceux obtenus en 2025.

La comparaison des résultats du volet téléphonique fait état d'une augmentation de la préoccupation concernant l'espionnage économique d'entreprises canadiennes (52 %, comparativement à 44 % en 2025 et plus en harmonie avec les 50 % obtenus en 2021) et d'une diminution minimale de la préoccupation concernant l'espionnage d'information classifiée du gouvernement (43 %, contre 46 % en 2025 et plus en harmonie avec les 42 % enregistrés en 2021). Inversement, une comparaison des résultats du volet en ligne révèle une diminution de la préoccupation au sujet de l'espionnage économique d'entreprises canadiennes (31 %, en baisse par rapport aux 39 % obtenus en 2025) et une augmentation de la préoccupation au sujet de l'espionnage d'information classifiée du gouvernement (57 %, en hausse par rapport aux 49 % obtenus en 2025).

Graphique 10 : Principale préoccupation en matière d'espionnage

Q. Diriez-vous que vous êtes plus préoccupé(e) par l'espionnage d'information classifiée du gouvernement (p. ex., vol de secrets militaires) ou par l'espionnage économique d'entreprises canadiennes? (n=2051; tous les cas)

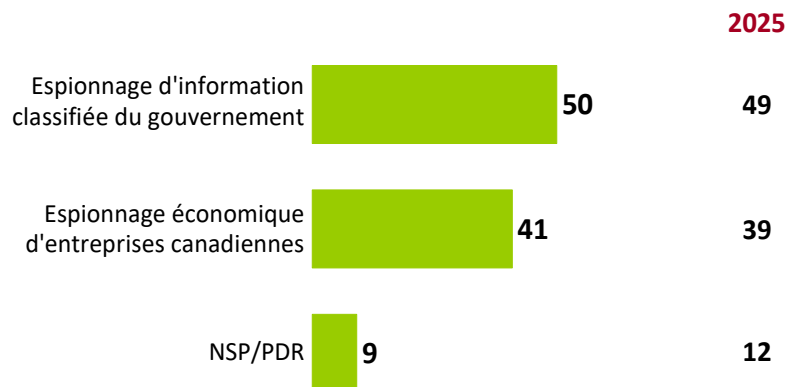


Tableau 14 : Suivi de la principale préoccupation en matière d’espionnage

<i>D2. Êtes-vous plus préoccupé(e) par...?</i>	Téléphone 2026	Téléphone 2025	Téléphone 2021	En ligne 2026	En ligne 2025
L’espionnage d’information classifiée du gouvernement	43 %	46 %	42 %	57 %	49 %
L’espionnage économique d’entreprises canadiennes	52 %	44 %	50 %	31 %	39 %
NSP/PDR	6 %	9 %	8 %	12 %	12 %

- Les hommes (47 %) et les personnes âgées de 55 à 64 ans (46 %) sont plus susceptibles d’exprimer des inquiétudes au sujet de l’espionnage économique d’entreprises canadiennes.
- Les femmes (53 %), les gens âgés de moins de 35 ans (58 %) et les résidents du Canada atlantique (60 %) sont plus susceptibles d’exprimer des inquiétudes au sujet de l’espionnage d’information classifiée du gouvernement.

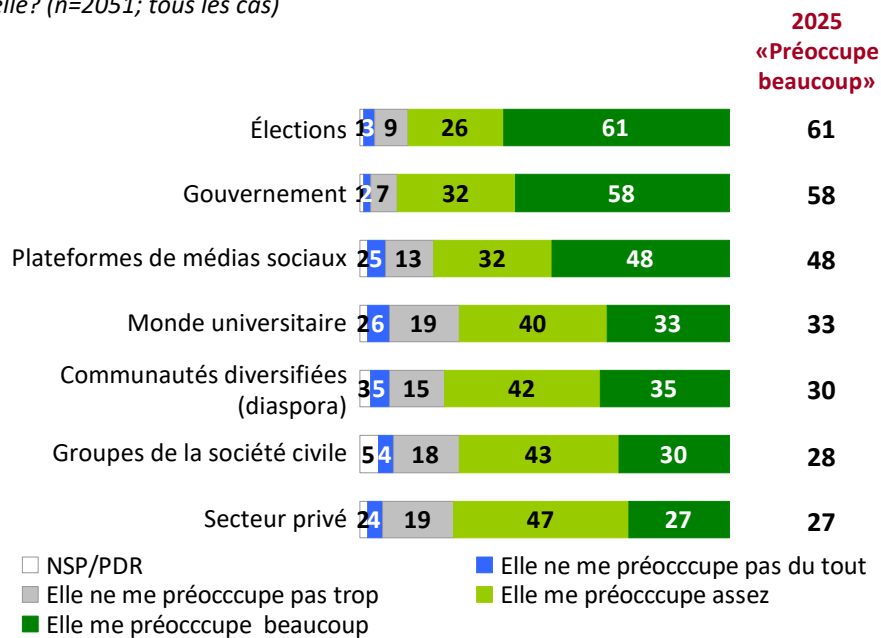
Préoccupation concernant l'ingérence étrangère

Comme en 2025, les répondants devaient indiquer leur niveau de préoccupation au sujet de l'ingérence étrangère dans divers domaines. Les résultats révèlent un niveau élevé de préoccupation au sujet de l'ingérence étrangère dans tous les secteurs examinés. La plus grande préoccupation concerne les élections (61 % se disent très préoccupés par l'ingérence étrangère dans les élections), suivies par le gouvernement (58 % expriment un niveau élevé de préoccupation). Les Canadiens se disent aussi plus préoccupés par l'ingérence étrangère dans les plateformes de médias sociaux (48 % affirment que cela les préoccupe beaucoup). Les préoccupations par rapport au monde universitaire (33 % se disent très préoccupés), aux communautés diversifiées (35 %) et à des groupes de la société civile (30 %) sont moins marquées. Le secteur privé préoccupe une personne sur quatre (27 %) lorsqu'il est question d'ingérence étrangère.

Encore une fois, les résultats sont presque identiques à ceux obtenus en 2025.

Graphique 11 : Préoccupations concernant l'ingérence étrangère

Q. À quel point l'ingérence étrangère ciblant les domaines suivants vous préoccupe-t-elle? (n=2051; tous les cas)



- En général, les résidents de l'Ontario, les femmes, les personnes âgées de 65 ans et plus ainsi que ceux dont le revenu annuel du ménage est plus élevé sont plus préoccupés au sujet de l'ingérence étrangère, particulièrement en ce qui concerne les groupes de la société civile et les communautés diversifiées.

Classement des menaces à la sécurité nationale

Les Canadiens étaient aussi invités à classer différentes menaces à la sécurité nationale. Les résultats indiquent que, parmi les questions examinées, les personnes interrogées considèrent les cyberattaques contre des infrastructures essentielles comme la plus grande menace à la sécurité nationale (28 %). L'extrémisme violent (23 %) et l'ingérence étrangère (22 %) sont à peu près à égalité en deuxième place, suivis par les terroristes et les espions qui entrent au Canada (17 %). Dix pour cent classent l'espionnage du gouvernement et d'entreprises canadiennes comme la menace la plus importante à la sécurité nationale.

Dans l'ensemble, la menace perçue des cyberattaques est légèrement inférieure à ce qu'elle était en 2025, alors que 33 % des répondants considéraient qu'il s'agissait de la menace la plus grave. En comparant les résultats du volet téléphonique au fil du temps, seules les cyberattaques ont baissé (27 %, en baisse par rapport aux 33 % obtenus en 2025). La menace relative aux terroristes et aux espions est en harmonie avec les résultats de 2025, mais en hausse par rapport aux 13 % enregistrés en 2021. Les résultats obtenus dans le volet en ligne sont largement comparables à ceux enregistrés en 2025.

Graphique 12 : Types de menace à la sécurité nationale

Q. Selon vous, quelle est la menace la plus grave en matière de sécurité nationale?
Veuillez les classer de la plus haute à la plus basse. (n=2051; tous les cas)

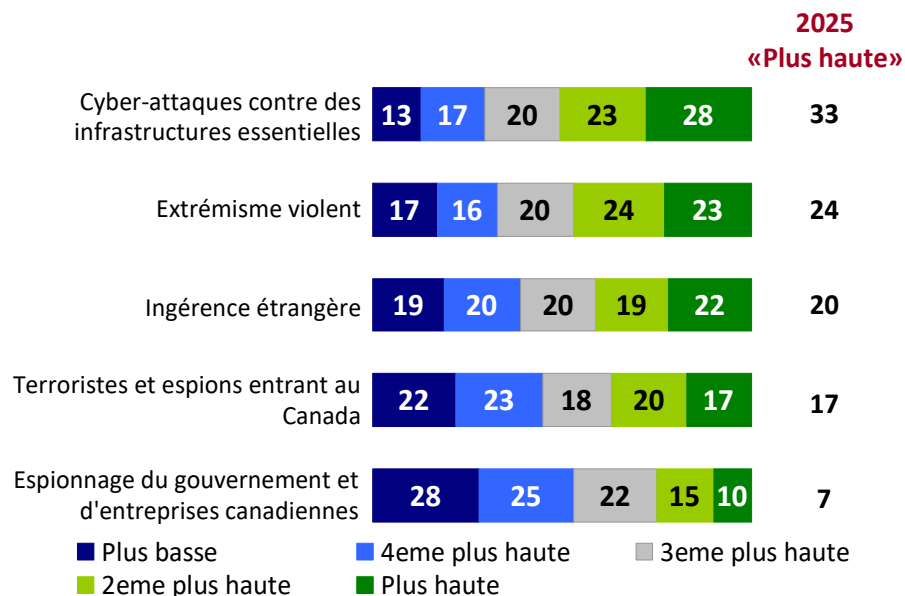


Tableau 15 : Suivi des types de menace à la sécurité nationale

<i>QD4A1-5. Menace la plus grave en matière de sécurité nationale? (% plus grave)</i>	Téléphone 2026	Téléphone 2025	Téléphone 2021	En ligne 2026	En ligne 2025
Cyberattaques contre des infrastructures essentielles	27 %	33 %	33 %	29 %	32 %
Extrémisme violent	23 %	21 %	25 %	24 %	27 %
Ingérence étrangère	21 %	21 %	22 %	23 %	20 %
Terroristes et espions entrant au Canada	20 %	19 %	13 %	15 %	14 %
Espionnage du gouvernement et d'entreprises canadiennes	11 %	8 %	8 %	9 %	7 %

- Les femmes (26 %), les moins de 35 ans (29 %) et les personnes ayant fait des études universitaires (26 %) sont plus susceptibles de considérer l'extrémisme violent comme la menace la plus grave à la sécurité nationale.
- La menace perçue à la sécurité nationale dans les quatre autres domaines est à peu près la même dans tous les segments démographiques.

Classement des menaces envers les intérêts canadiens

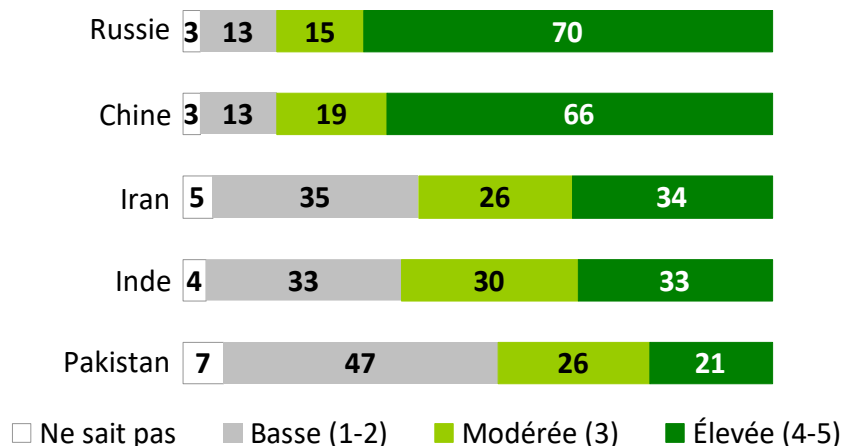
Une liste de pays était ensuite présentée aux répondants, qui devaient indiquer le pays représentant la plus grande menace aux intérêts canadiens. La Russie (70 %) et la Chine (66 %) sont toutes deux considérées comme une menace importante pour le Canada par des proportions beaucoup plus importantes de Canadiens que ceux qui perçoivent l'Iran (34 %), l'Inde (33 %) ou le Pakistan (21 %) comme une menace élevée.

Bien que cette question ait été modifiée en 2026 et que les résultats ne sont strictement pas comparables, il est néanmoins utile de noter que près de la moitié de l'échantillon de 2025 classait la Chine comme la menace la plus élevée (47 %), tandis que seuls 27 % croyaient que c'était la Russie. Les résultats semblent également suggérer que la perception de la Chine comme une menace diminue lentement au fil du temps, tandis que la menace que représente la Russie augmente de façon constante et significative.

Les répondants pouvaient aussi inclure d'autres pays ne figurant pas sur la liste des pays sélectionnés et évaluer la menace aux intérêts canadiens qu'ils représentent. Sans être nommés explicitement, les États-Unis sont mentionnés par 878 répondants, soit 43 % de l'échantillon, qui les perçoivent comme une menace importante (81 %), tandis que seuls 6 % d'entre eux les considèrent comme une menace modérée pour le Canada. Israël fait aussi l'objet de mentions par 70 répondants qui considère ce pays comme une menace élevée dans une proportion de 77 %. Cinquante-huit répondants croient que la Corée du Nord représente une menace, considérée comme élevée par 53 % de ces répondants. Il convient de noter que les répondants ajoutant un pays à la liste existante sont très susceptibles de considérer ce pays comme une grande menace. Ces pays ne sont donc pas strictement comparables aux évaluations fournies pour les pays figurant sur la liste initiale. Pour cette raison, les résultats pour ces pays ajoutés n'apparaissent pas dans le graphique.

Graphique 13 : Pays représentant une menace aux intérêts canadiens

Q. Selon vous, quel pays représente la plus grande menace aux intérêts canadiens?
(n=2051; tous les cas)



- Parmi les évaluations des pays représentant la plus grande menace, les hommes sont plus susceptibles que les femmes de mentionner la Chine (70 % contre 63 % des femmes), tout comme les personnes âgées de 55 ans et plus (71 % contre 56 % chez les moins de 35 ans).
- La Russie est plus susceptible d'être considérée comme une grande menace par les femmes (73 % contre 67 % des hommes) et par les personnes âgées de 65 ans et plus (75 % contre 64 % chez les moins de 35 ans).
- De même, l'Inde est plus souvent considérée comme une grande menace par les hommes (36 % contre 31 % chez les femmes), tandis que les femmes sont plus susceptibles que les hommes de croire que l'Iran représente une menace (36 % contre 31 % des hommes). Les personnes âgées de 55 ans et plus ont plus tendance à considérer l'Iran comme une menace (40 % contre 23 % chez les moins de 35 ans). C'est également le cas des résidents de l'Alberta (41 %) et du Canada atlantique (42 %) par rapport aux résidents des autres régions.

À la suite des évaluations individuelles de la menace, les répondants ayant donné la note « 5 » (« menace très élevée ») à au moins un de ces pays devaient ensuite choisir le pays qu'ils considèrent comme la plus grande menace aux intérêts canadiens¹. Il convient de noter que les États-Unis figuraient dans la liste uniquement dans le sous-ensemble des répondants les choisissant comme un « autre » pays représentant une grande menace (n=878, dont 477 croient qu'ils représentent le seul pays posant une menace élevée). Les mêmes conditions s'appliquaient aux répondants qui avaient ajouté Israël à la liste de pays (n=70). Faisant écho aux évaluations de la menace, la Russie et la Chine sont considérées comme la plus grande menace par des proportions semblables de répondants (37 % et 35 %, respectivement). En revanche, les États-Unis sont considérés comme la plus grande menace par un peu plus d'une personne sur quatre (27 %). Les autres pays sont considérés comme la plus grande menace par moins d'un répondant sur dix. Il convient de noter que les résultats auraient pu être différents si les États-Unis et Israël avaient officiellement fait partie de la liste initiale (voir graphique 13), bien qu'il n'y ait aucun moyen de prévoir ou d'étalonner l'ampleur du changement.

Comme les conditions pour répondre à la question sur le pays posant la « plus grande menace » ne sont plus les mêmes en 2026, il n'est pas possible de faire des comparaisons directes avec les années précédentes. Il convient toutefois de noter que la Chine était considérée de loin comme la plus grande menace les années précédentes, alors qu'en 2026, la Russie est à peu près au même niveau que la Chine, ce qui représente une augmentation constante depuis 2021.

Tableau 16 : Pays représentant la plus forte menace aux intérêts canadiens

<i>D5HX. Lequel des pays suivants considérez-vous comme la plus forte menace?²</i>	Total
Russie	37 %
Chine	35 %
États-Unis d'Amérique	27 %
Inde	8 %
Iran	6 %
Pakistan	2 %
Israël	2 %
Autre	2 %

¹ La question a été posée aux répondants qui choisissaient deux pays ou plus comme « la plus forte menace ». Cependant, les réponses uniques ont été imputées parmi celles des répondants qui ont seulement nommé un seul pays comme la plus forte menace.

² Le total des réponses donne plus de 100 % parce que les répondants avaient la possibilité de choisir deux pays représentant « la plus forte menace ».

**Tableau 17 : Suivi des pays représentant la plus grande menace
aux intérêts canadiens**

<i>D5A1. Quel niveau de menace aux intérêts canadiens attribueriez-vous à chacun des pays suivants? (% très haut)</i>	Téléphone 2026	Téléphone 2025	Téléphone 2021	En ligne 2026	En ligne 2025
Russie	40 %	27 %	18 %	42 %	28 %
La Chine	35 %	50 %	58 %	42 %	45 %

- Dans le classement général de la plus grande menace, les hommes sont encore une fois plus susceptibles de choisir la Chine (40 % comparativement à 31 % des femmes), tout comme les résidents de l'Alberta (44 %).
- La Russie est plus souvent mentionnée choisie comme la plus grande menace par les femmes (40 % contre 34 % des hommes) et par les résidents du Canada atlantique (52 %).
- Parmi les 41 % de l'échantillon qui mentionnent dans la catégorie « Autre » que les États-Unis représentent une menace, les femmes sont plus enclines à les considérer comme la plus grande menace (30 % de celles qui considèrent les États-Unis comme une menace contre 22 % des hommes), tout comme les moins de 35 ans (31 %) et les diplômés universitaires (30 %).

ANNEXES

A. QUESTIONNAIRE

WINTRO

Online

Merci de prendre le temps de répondre à ce sondage pour le compte du gouvernement du Canada. Ce sondage vise à mieux comprendre les attitudes des Canadiens et Canadiennes par rapport à des questions de sécurité nationale.

If you prefer to answer the survey in English, please click on English.

Vous êtes libre de participer ou non au sondage. Vos réponses demeureront confidentielles et anonymes. Il faut environ 10 à 12 minutes pour répondre au sondage, qui est géré par les Associés de recherche EKOS en conformité avec la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Aucune réponse individuelle ne sera communiquée. Les résultats seront plutôt réunis sous différentes catégories pour protéger la confidentialité de tous les répondants. Le sondage est enregistré auprès du service de vérification des recherches géré par le Conseil de recherche et d'intelligence marketing canadien. Veuillez cliquer ici si vous souhaitez vérifier son authenticité (code du projet 20251216-EK732). Pour consulter notre politique de confidentialité, cliquez ici.

Si vous avez besoin d'assistance technique, si vous avez des questions au sujet de l'étude ou des questions du sondage, si vous voulez savoir comment répondre au sondage, ou si vous souhaitez répondre au sondage au téléphone, veuillez communiquer avec les Associés de recherche EKOS au 1-800-388-2873 ou à online@ekos.com.

PINTRO

Phone Intro

Bonjour/Hello,

Je suis _____, des Associés de recherche EKOS, le gouvernement du Canada effectue une enquête afin de mieux comprendre les attitudes des Canadiens et Canadiennes par rapport à des questions de sécurité nationale. Le sondage dure environ 10 à 15 minutes et peut être complété en ligne ou par téléphone. Préférez-vous que je continue en français ou en anglais? Would you prefer that I continue in English or French?

Vous êtes libre de participer ou non et toutes vos réponses demeureront confidentielles et anonymes. Aucune réponse individuelle ne sera communiquée. Les résultats seront plutôt réunis sous différentes catégories pour protéger la confidentialité de tous les répondants. Ce sondage est mené par les Associés de recherche Ekos et est géré en conformité avec les exigences de la Loi sur la protection des renseignements personnels.

Le moment est-il bien choisi et pouvez-vous participer à l'entrevue en toute sécurité? (NOTE: sinon, organisez un rappel) Puis-je commencer?

SI ON VOUS DEMANDE : Ce sondage est enregistré auprès des Services de vérification des recherches du Conseil de recherche et d'intelligence marketing canadien (CRIC). Visitez le <https://canadianresearchinsightscouncil.ca/rvs/home/?lang=fr> si vous souhaitez vérifier son authenticité (code de projet : 20251216-EK732).

Continuer	1
Refuser (REMERCIER ET TERMINER)	9

T2

AT2 = time() 1	1
-------------------	---

PRIV

Cet appel peut être enregistré pour contrôle de la qualité ou formation.

QAGEX

En quelle année êtes-vous né(e)?

NOTE : INSCRIRE L'ANNÉE AU COMPLET, P. EX., "1977"

Année :	1
Pas de réponse	99

QAGEY

If hesitant

Accepteriez-vous de nous dire à quelle catégorie d'âge vous appartenez?

De 18 à 24 ans	1
De 25 à 34 ans	2
De 35 à 44 ans	3
De 45 à 54 ans	4
De 55 à 64 ans	5
65 ans ou plus	6
<[PHONE](NE PAS LIRE)> Refuse de répondre	99

QPROV

Dans quelle province ou quel territoire habitez-vous?

Colombie-Britannique	1
Alberta	2
Saskatchewan	3
Manitoba	4
Ontario	5
Québec	6
Nouveau-Brunswick	7
Nouvelle-Écosse	8
Île-du-Prince-Édouard	9
Terre-Neuve-et-Labrador	10

Yukon	11
Nunavut	12
Territoire du Nord-Ouest	13
<[PHONE](NE PAS LIRE)> Pas de réponse	98

QGENDR

<[PHONE]Inscrire le genre du répondant (NE PAS LIRE)[ELSE]Quel est votre genre?>

Homme	1
Femme	2
Ou veuillez préciser :	77
Je préfère ne pas répondre	98

Q1

Comme vous le savez peut-être, il existe un organisme gouvernemental qui est responsable de faire enquête sur les menaces de sécurité qui pèsent sur le Canada, comme l'espionnage et le sabotage, le terrorisme et l'extrémisme violent, l'ingérence étrangère et la subversion.

Pouvez-vous me nommer cet organisme?

<[PHONE]NE PAS LIRE LA LISTE>

PHONE	
Le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS)	1
PHONE	
La Gendarmerie royale du Canada (GRC)	2
PHONE	
Le Centre de la sécurité des télécommunications Canada (CSTC)	3
PHONE	
Le ministère de la Défense nationale (également connu comme les Forces armées canadiennes)	4
PHONE	
Affaires mondiales Canada (également connu comme MAECD ou Affaires étrangères)	5
PHONE	
Sécurité publique Canada	6
Veuillez <HOVER: "Une fois que vos réponses auront fait l'objet d'un examen visant à s'assurer qu'elles ne permettent pas votre identification, elles seront présentées à une IA sécurisée sur un serveur canadien à des fins de catégorisation. Elles ne seront pas liées à toute autre réponse au sondage ou à toute information personnelle vous concernant.">préciser> :	
Je ne sais pas/Pas de réponse	77
	99

B1

Croyez-vous que, dans l'ensemble, le Canada est plus sûr qu'il y a cinq ans, plus dangereux ou à peu près pareil?

Plus sûr	1
Plus dangereux	2
À peu près pareil	3
Je ne sais pas/Pas de réponse	99

PB2

À quel point êtes-vous d'accord ou en désaccord avec chacun des énoncés suivants. Veuillez répondre en utilisant une échelle de sept points où 1 signifie « fortement en désaccord », 7 veut dire « tout à fait d'accord » et le point milieu, 4, signifie que vous n'êtes ni d'accord ni en désaccord.

B2A

Je peux me fier au gouvernement du Canada pour trouver le juste équilibre entre la protection de la sécurité nationale et le respect des libertés civiles.

Fortement en désaccord 1	1
2	2
3	3
Ni d'accord ni en désaccord 4	4
5	5
6	6
Tout à fait d'accord 7	7
Je ne sais pas/ Pas de réponse	99

B2B

Les services de renseignements canadiens devraient avoir plus de pouvoirs pour assurer la sécurité et la prospérité du Canada.

Fortement en désaccord 1	1
2	2
3	3
Ni d'accord ni en désaccord 4	4
5	5
6	6
Tout à fait d'accord 7	7
Je ne sais pas/ Pas de réponse	99

B2C

Les services de renseignements canadiens agissent dans un cadre légal lorsqu'ils recueillent de l'information sur les Canadiens.

Fortement en désaccord 1	1
2	2
3	3
Ni d'accord ni en désaccord 4	4
5	5
6	6
Tout à fait d'accord 7	7
Je ne sais pas/ Pas de réponse	99

B2D

L'information que les services de renseignements du gouvernement peuvent recueillir sur moi me préoccupe.

Fortement en désaccord 1	1
2	2
3	3
Ni d'accord ni en désaccord 4	4
5	5
6	6
Tout à fait d'accord 7	7
Je ne sais pas/ Pas de réponse	99

C1

Le Service canadien du renseignement de sécurité, ou SCRS, est l'organisme du gouvernement fédéral responsable de faire enquête et de fournir des conseils sur les menaces liées à l'espionnage et au sabotage, au terrorisme et à l'extrémisme violent, à l'ingérence étrangère et à la subversion, et de réduire ces menaces. En vous appuyant sur cette description, diriez-vous que vous avez déjà lu, vu ou entendu quoi que ce soit sur le SCRS?

Oui	1
Peut-être	2
Non	3
Je ne sais pas/Pas de réponse	99

C2

Qu'avez-vous lu, vu ou entendu sur le SCRS? <[PHONE]DEMANDER : Autre chose?>

Veillez <HOVER: "Une fois que vos réponses auront fait l'objet d'un examen visant à s'assurer qu'elles ne permettent pas votre identification, elles seront présentées à une IA sécurisée sur un serveur canadien à des fins de catégorisation. Elles ne seront pas liées à toute autre réponse au sondage ou à toute information personnelle vous concernant.">préciser> :

Je ne me souviens pas/Pas de réponse	77
	99

C3 [1,2]

Comment préférez-vous recevoir de l'information sur la <[PHONE]sécurité nationale? Par exemple, avez-vous des préférences par rapport à des types de médias traditionnels ou de médias sociaux? Lesquels?[ELSE]sécurité nationale (p. ex., par des médias traditionnels ou sociaux)?> <[PHONE]DEMANDER : Y a-t-il d'autres moyens?>

<[PHONE]NE PAS LIRE LES RÉPONSES – SAISIR LA PREMIÈRE RÉPONSE ET LES MENTIONS

ULTÉRIEURES[ELSE]Choisissez jusqu'à deux réponses :>

Facebook	1
Instagram	2
Twitter	3
TikTok	4
Reddit	5
Journaux imprimés	6

Télévision	7
Internet	8
Radio	9
Milieu universitaire	10
Autre (Veuillez préciser) :	77
Je ne souhaite pas recevoir d'information sur la sécurité nationale	98
Je ne sais pas/Pas de réponse	99

C4

Selon la description fournie et ce que vous savez peut-être du <HOVER: "Le Service canadien du renseignement de sécurité, ou SCRS, est l'organisme du gouvernement fédéral responsable de faire enquête et de fournir des conseils sur les menaces liées à l'espionnage et au sabotage, au terrorisme et à l'extrémisme violent, à l'ingérence étrangère et à la subversion, et de réduire ces menaces.">SCRS>, diriez-vous que sa mission est très importante, plutôt importante, pas très importante ou pas du tout importante pour la sécurité nationale du Canada?

Très importante	1
Plutôt importante	2
Pas très importante	3
Pas du tout importante	4
Je ne sais pas/Pas de réponse	99

C5

À quel point diriez-vous que vous avez confiance dans la capacité du SCRS de protéger les Canadiens contre les menaces liées à l'espionnage et au sabotage, au terrorisme et à l'extrémisme violent, à l'ingérence étrangère et à la subversion? <[PHONE]Diriez-vous que vous avez une grande confiance, une certaine confiance, pas beaucoup de confiance ou aucune confiance du tout?>

Une grande confiance	1
Une certaine confiance	2
Pas beaucoup de confiance	3
Aucune confiance du tout	4
Je ne sais pas/Pas de réponse	99

C6

À quel point diriez-vous que vous vous fiez au SCRS pour protéger les droits et libertés des Canadiens dans l'exécution de son mandat? <[PHONE]Diriez-vous que vous vous y fiez totalement, fiez un peu, fiez pas beaucoup ou fiez pas du tout?>

Je m'y fie totalement	1
Je m'y fie un peu	2
Je ne m'y fie pas beaucoup	3
Je ne m'y fie pas du tout	4
Je ne sais pas/Pas de réponse	99

PC7

Est-ce que vous seriez beaucoup plus susceptible, un peu plus susceptible, un peu moins susceptible ou beaucoup moins susceptible d'appuyer les activités du SCRS si vous saviez ce qui suit?

C7A

Le SCRS a aidé à prévenir des actes d'extrémisme violent au Canada

Beaucoup plus susceptible de l'appuyer	1
Un peu plus susceptible de l'appuyer	2
Un peu moins susceptible de l'appuyer	3
Beaucoup moins susceptible de l'appuyer	4
Je ne sais pas/ Pas de réponse	99

C7B

Le SCRS a aidé à prévenir des tentatives de gouvernements étrangers de s'ingérer dans la démocratie et dans l'économie du Canada

Beaucoup plus susceptible de l'appuyer	1
Un peu plus susceptible de l'appuyer	2
Un peu moins susceptible de l'appuyer	3
Beaucoup moins susceptible de l'appuyer	4
Je ne sais pas/ Pas de réponse	99

C7C

Le SCRS a aidé à prévenir l'immigration au Canada de terroristes et d'espions présumés.

Beaucoup plus susceptible de l'appuyer	1
Un peu plus susceptible de l'appuyer	2
Un peu moins susceptible de l'appuyer	3
Beaucoup moins susceptible de l'appuyer	4
Je ne sais pas/ Pas de réponse	99

D1

L'extrémisme violent prend plusieurs formes. Diriez-vous que vous êtes plus préoccupé(e) par l'extrémisme violent à caractère religieux (p. ex., Al-Qaeda et Daech) ou par l'extrémisme violent à caractère idéologique (p. ex., groupes de néonazis)?

Extrémisme violent à caractère religieux	1
OU	2
Extrémisme violent à caractère idéologique	3
Je ne sais pas/Pas de réponse	99

D2

L'espionnage prend plusieurs formes. Diriez-vous que vous êtes plus préoccupé(e) par l'espionnage d'information classifiée du gouvernement (p. ex., vol de secrets militaires) ou par l'espionnage économique d'entreprises canadiennes (p. ex., vol de brevets et de technologies)?

Espionnage du gouvernement	1
OU	2

Espionnage d'entreprises canadiennes	3
Je ne sais pas/Pas de réponse	99

PD3

L'ingérence étrangère se manifeste sous plusieurs formes. À quel point l'ingérence étrangère ciblant les domaines suivants vous préoccupe-t-elle? <[PHONE]Diriez-vous qu'elle vous préoccupe beaucoup, assez, pas trop ou pas du tout?>

D3A

Élections

Elle me préoccupe beaucoup	1
Elle me préoccupe assez	2
Elle ne me préoccupe pas trop	3
Elle ne me préoccupe pas du tout	4
Je ne sais pas/ Pas de réponse	99

D3B

Plateformes de médias sociaux

Elle me préoccupe beaucoup	1
Elle me préoccupe assez	2
Elle ne me préoccupe pas trop	3
Elle ne me préoccupe pas du tout	4
Je ne sais pas/ Pas de réponse	99

D3C

Communautés diversifiées (c.-à-d. diaspora, communautés religieuses, culturelles ou ethniques)

Elle me préoccupe beaucoup	1
Elle me préoccupe assez	2
Elle ne me préoccupe pas trop	3
Elle ne me préoccupe pas du tout	4
Je ne sais pas/ Pas de réponse	99

D3D

Secteur privé

Elle me préoccupe beaucoup	1
Elle me préoccupe assez	2
Elle ne me préoccupe pas trop	3
Elle ne me préoccupe pas du tout	4
Je ne sais pas/ Pas de réponse	99

D3E

Gouvernement

Elle me préoccupe beaucoup	1
Elle me préoccupe assez	2
Elle ne me préoccupe pas trop	3
Elle ne me préoccupe pas du tout	4
Je ne sais pas/ Pas de réponse	99

D3F

Monde universitaire

Elle me préoccupe beaucoup	1
Elle me préoccupe assez	2
Elle ne me préoccupe pas trop	3
Elle ne me préoccupe pas du tout	4
Je ne sais pas/ Pas de réponse	99

D3G

<HOVER="Groupements de citoyens bénévoles à but non lucratif, notamment les ONG, les organismes de bienfaisance, les fondations et les associations communautaires.">Groupes de la société civiles>

Elle me préoccupe beaucoup	1
Elle me préoccupe assez	2
Elle ne me préoccupe pas trop	3
Elle ne me préoccupe pas du tout	4
Je ne sais pas/ Pas de réponse	99

D4P

Selon vous, quelle est la menace la plus grave en matière de sécurité nationale parmi les suivantes? Veuillez les classer de la plus haute à la plus basse.

(Sélectionnez la plus basse au numéro 1, suivie par les rangs 2, 3 et 4, puis la plus haute au numéro 5.)

D4A

Plus basse

1

Espionnage du gouvernement et d'entreprises canadiennes	1
Extrémisme violent	2
Cyberattaques contre des infrastructures essentielles	3
Terroristes et espions entrant au Canada	4
Ingérence étrangère	5
Je ne sais pas/Pas de réponse	9

D4B

2

Espionnage du gouvernement et d'entreprises canadiennes	1
Extrémisme violent	2
Cyberattaques contre des infrastructures essentielles	3
Terroristes et espions entrant au Canada	4
Ingérence étrangère	5
Je ne sais pas/Pas de réponse	9

D4C

3

Espionnage du gouvernement et d'entreprises canadiennes	1
Extrémisme violent	2
Cyberattaques contre des infrastructures essentielles	3
Terroristes et espions entrant au Canada	4
Ingérence étrangère	5
Je ne sais pas/Pas de réponse	9

D4D

4

Espionnage du gouvernement et d'entreprises canadiennes	1
Extrémisme violent	2
Cyberattaques contre des infrastructures essentielles	3
Terroristes et espions entrant au Canada	4
Ingérence étrangère	5
Je ne sais pas/Pas de réponse	9

D4E

Plus haute

5

Espionnage du gouvernement et d'entreprises canadiennes	1
Extrémisme violent	2
Cyberattaques contre des infrastructures essentielles	3
Terroristes et espions entrant au Canada	4
Ingérence étrangère	5
Je ne sais pas/Pas de réponse	9

D4F [1,3]

Y a-t-il d'autres domaines que vous considérez comme une menace grave en matière de sécurité nationale ?

Veillez préciser :	77
Non	98
Je ne sais pas/Pas de réponse	99

PD5

Quel niveau de menace aux intérêts canadiens attribueriez-vous à chacun des pays suivants. Veuillez classer vos réponses sur une échelle de 1 à 5 où 1 signifie « Très faible menace » et 5 veut dire « Très forte menace ».

D5A

Chine

Très faible menace 1	1
2	2
3	3
4	4
Très forte menace 5	5

Je ne sais pas/ Pas de réponse 99

D5B

Inde

Très faible menace 1	1
2	2
3	3
4	4
Très forte menace 5	5
Je ne sais pas/ Pas de réponse	99

D5C

Russie

Très faible menace 1	1
2	2
3	3
4	4
Très forte menace 5	5
Je ne sais pas/ Pas de réponse	99

D5D

Iran

Très faible menace 1	1
2	2
3	3
4	4
Très forte menace 5	5
Je ne sais pas/ Pas de réponse	99

D5E

Pakistan

Très faible menace 1	1
2	2
3	3
4	4
Très forte menace 5	5
Je ne sais pas/ Pas de réponse	99

D5F [0,1]

Autre (Veuillez préciser) :

D5BOX

Très faible menace 1	1
2	2
3	3
4	4
Très forte menace 5	5
Je ne sais pas/ Pas de réponse	99

D5G [0,1]

Autre (Veuillez préciser) :

D5BOX2

Très faible menace 1	1
2	2
3	3
4	4
Très forte menace 5	5
Je ne sais pas/ Pas de réponse	99

CALCD5

D5A-D5G, 5 > 1	1
D5A-D5G, 5 <= 1	2

D5H [1,2]

Lequel des pays suivants considérez-vous comme la plus forte menace? Veuillez sélectionner jusqu'à deux réponses.

Choisissez jusqu'à deux réponses :

D5A = 5	
Chine	1
D5B = 5	
Inde	2
D5C = 5	
Russie	3
D5D = 5	
Iran	4
D5E = 5	
Pakistan	5
D5F = 5	
Autre : D5BOX	6
D5G = 5	
Autre : D5BOX2	7
Je ne sais pas/Pas de réponse	99

DENIM

Nous avons maintenant quelques questions qui serviront à des fins de statistiques uniquement.

QEDUC

Quel est le plus haut niveau d'études que vous avez atteint?

<[PHONE]LIRE LA LISTE - ACCEPTER UNE SEULE RÉPONSE>

Moins d'un diplôme d'études secondaires ou équivalent	1
Diplôme d'études secondaires ou équivalent	2
Certificat ou diplôme d'apprenti ou autre certificat ou diplôme d'une école de métier	3
Certificat ou diplôme d'un collège, d'un cégep ou d'un autre établissement non universitaire	4
Certificat ou diplôme universitaire inférieur à un baccalauréat	5
Baccalauréat	6
Diplôme de deuxième ou de troisième cycle d'études universitaires ou plus	7
Je préfère ne pas répondre	99

QEMPLOY

Quelle est votre situation d'emploi actuelle?

<[PHONE]NE PAS LIRE LA LISTE; ACCEPTER UNE SEULE RÉPONSE>

Travail à temps plein, c'est-à-dire 30 heures ou plus par semaine	1
Travail à temps partiel, c'est-à-dire moins de 30 heures par semaine	2
Travail autonome	3
Sans emploi, mais à la recherche d'un emploi	4
Élève aux études à temps plein	5
Retraité(e)	8
Pas dans la population active (personne au foyer à temps plein, sans emploi, pas à la recherche d'un emploi)	9
Autre	77
Je préfère ne pas répondre	99

INC

Laquelle des catégories suivantes décrit le mieux le revenu total de votre ménage? C'est-à-dire, le revenu total de toutes les **personnes** de votre ménage avant impôts? Est-ce...

<[PHONE]LIRE LA LISTE - ACCEPTER UNE SEULE RÉPONSE>

Moins de 20 000 \$	1
20 000 \$ à moins de 40 000 \$	2
40 000 \$ à moins de 60 000 \$	3
60 000 \$ à moins de 80 000 \$	4
80 000 \$ à moins de 100 000 \$	5
100 000 \$ à moins de 150 000 \$	6
150 000 \$ ou plus	7
Je ne sais pas/Pas de réponse	99

QLANG [1,5]

Quelle langue parlez-vous le plus souvent à la maison?

Veuillez choisir toutes les réponses pertinentes

Anglais	1
Français	2
Autre (préciser) :	77
Je préfère ne pas répondre	99

QFN [1,4]

Êtes-vous un(e) membre d'une Première nation, un(e) Métis(se) ou un(e) Inuit(e)?

Note : Les Premières Nations (Indiens de l'Amérique du Nord) comprennent les Indien(ne)s inscrit(e)s ou non inscrit(e)s. Veuillez choisir toutes les réponses pertinentes.

Non, pas un(e) membre d'une Première nation, un(e) Métis(se) ou un(e) Inuit(e)	1
Oui, un(e) membre d'une Première nation	2
Oui, un(e) Métis(se)	3
Oui, un(e) Inuit(e)	4
Je préfère ne pas répondre	99

QETHN [1,18]

A quel(s) groupe(s) ethnique(s) ou culturel(s) autre(s) que canadien vos ancêtres appartenaient-ils?

<[PHONE](Enquêteur : Ne lisez pas la liste, mais donnez des pistes de réponse au besoin. Choisissez toutes les réponses pertinentes)[ELSE]Veuillez lire chaque élément de la liste et choisir toute réponse pertinente.>

Britannique (p. ex., Anglais, Écossais, Irlandais, Gallois, etc.)	1
Français (p. ex., Québécois, Franco-Ontarien, Franco-Manitobain, Acadien, etc.)	2
Européen de l'Ouest (p. ex., Allemand, Néerlandais, etc.)	3
Scandinave (p. ex., Suédois, Finlandais, Danois, Norvégien, etc.)	4
Européen de l'Est (p. ex., Polonais, Russe, Tchèque, Slovaque, Ukrainien, etc.)	5
Européen du Sud (p. ex., Italien, Grec, Espagnol, etc.)	6
Arabe (p. ex., Égyptien, Libanais, etc.)	7
Asiatique de l'Ouest (p. ex., Afghan, Iranien, etc.)	8
Asiatique du Sud (p. ex., Indien oriental, Pakistanais, Sri-lankais, etc.)	9
Asiatique du Sud-Est (p. ex., Chinois, Vietnamien, Coréen, etc.)	10
Océanie (p. ex., Australien, Néo-Zélandais, Polynésien, etc.)	11
Amérique latine (p. ex., Mexicain, Brésilien, Chilien, etc.)	12
Autochtone (p. ex., Ojibway, Iroquois, Cri, etc.)	13
Américain (mention générale)	14
Africain (p. ex., Nigérien, Somalien, etc.)	15
Autre (Veuillez préciser) :	77
Aucun	98
Préfère ne pas répondre	99

THNK

Voilà qui met fin au sondage. Merci beaucoup de vos commentaires judicieux. Nous vous en sommes reconnaissants.